



Collège Universitaire
HENRY DUNANT

PREMIER RAPPORT MONDIAL SUR LES DROITS ECONOMIQUES SOCIAUX ET CULTURELS

Genève / 2017

**Observatoire international
des droits
économiques, sociaux et culturels
(ObIDESC)**

INTRODUCTION

L'Observatoire International des droits économiques, sociaux et culturels (ObiDESC) a été créé par le Collège Universitaire Henry Dunant en 2015.

Le CUHD, Collège Universitaire Henry Dunant (www.cuhd.org) a créé en 1995, l'Université d'été des droits de l'homme (UEDH). Fondation déclarée d'utilité publique, le CUHD a son siège à Genève. Le CUHD organise des formations de courte durée de niveau universitaire destinées aux acteurs non gouvernementaux et gouvernementaux. Le CUHD est une initiative de la société civile soutenue par près de 30 partenaires, dont l'ONUG, l'UNESCO, le CAGI, les Gouvernements régionaux de La Rioja et Estrémadure (Espagne) et les communes de Cologny, Lancy et Veyrier. La fondation bénéficie également de l'appui du Programme de participation de l'UNESCO.

L'objectif de l'ObiDESC est d'accroître l'effectivité des droits économiques et sociaux en créant un Observatoire des législations politiques.

L'Observatoire constituera un mécanisme International de surveillance qui analysera plusieurs domaines spécifiques.

Pour ce premier Rapport, trois axes seront étudiés pour les droits fondamentaux de l'éducation et le droit à la santé :

- Les législations et politiques publiques
- Le suivi de la jurisprudence nationale
- Le suivi des débats publics (médias, rassemblements ou évènements de grande ampleur)

Ce premier Rapport regroupe 42 pays déclinés en une fiche chacun qui résume les nouvelles concernant les 3 domaines ci-dessus. Le Rapport comporte aussi une vision d'ensemble globale.

Nous remercions tous les experts contributeurs à la rédaction du Rapport qui figurent en page 9. Nos remercions Claudia Neury et Iñigo Martínez Elósegui pour la traduction et révision des textes et tout particulièrement Maeva Guyot qui a compilé et harmonisé les rapports nationaux, et réalisé l'étude comparative des pays et par régions.

Alfred Fernandez, directeur

METHODE SUIVIE POUR ELABORER CE RAPPORT

Les trois axes seront étudiés pour les droits fondamentaux de l'éducation et le droit à la santé :

- Les législations et politiques publiques/plans nationaux
- Le suivi de la jurisprudence nationale
- Le suivi des débats publics (médias, rassemblements ou évènements de grande ampleur)

Catégorie 1 : les législations et politiques publiques/plans nationaux

Les législations et politiques publiques/plans nationaux ont été traitées ensemble cependant la méthodologie suivie a été différente pour leur recherche. Leur analyse comporte des points de similarités.

1. La méthodologie de recherche

- Les législations

Pour ce premier Rapport, seules les législations ont été choisies : tout autre instrument législatif tels que les décrets, les circulaires ou les ordonnances n'ont pas été retenus.

Les projets législatifs n'ont, de même, pas été inclus dans ce Rapport sauf si leur contenu et leur portée était importante pour comprendre l'activité du pays.

Tel fut le cas pour l'Irlande (projet de loi pour l'admission aux écoles et universités), le Tchad (un projet pour un nouveau programme éducatif fut lancé en 2016) et le Togo (un projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche et un projet de plan national de développement sanitaire furent initiés en 2016).

Les législations choisies sont les législations prises ou publiées en 2016.

Ceci explique que pour le pays du Rwanda, la loi n 48/2015 du 23 novembre 2015 publiée en 2016 soit incluse dans le rapport.

Enfin, les lois qui traduisent de nouveaux engagements internationaux ont été comprises dans cette étude. Seuls les Etats de l'Uruguay et du Costa-Rica sont concernés par cette hypothèse.

- Les politiques publiques/plans nationaux

Les politiques publiques/plans nationaux rassemblent les plans nationaux, les décisions de conseil de ministres et notes d'orientation à l'origine de politiques publiques importantes pour cette étude (cas du Burkina-Faso et de la République Démocratique du Congo), les projets à l'origine de politiques publiques (le Cameroun a lancé les projets "enfants de la paix" et éducation inclusive en 2016), les réformes et les stratégies sectorielles.

Les actions entreprises également dans les domaines de la santé et de l'éducation ont été conservées des lors qu'elles donnaient une information importante pour l'étude de l'Etat. Il a par exemple été mis dans la catégorie de politique publique de La République du Congo la construction de centres d'Education, de formation et d'apprentissage.

Seules les politiques publiques ayant débutées en 2016 ont été prises pour ce Rapport. Ainsi, les politiques publiques ayant été lancées avant 2016 mais toujours en cours en 2016 n'ont pas été incluses.

2. La méthodologie de classement pour l'analyse

Une fois les législations et politiques publiques regroupées pour le domaine de l'éducation et de la santé pour chaque Etat, elles ont été classées dans deux tableaux.

- Le tableau des législations

Les législations ont été classées selon leur contenu.

Une législation qui posait comme principe général la protection de l'éducation ou de la santé a été rangée dans la catégorie "législation qualifiée de générale".

Une législation qui traitait des moyens d'application mis en œuvre pour protéger le droit à l'éducation ou le droit à la santé a été rangée dans la catégorie "législation qualifiée de spéciale".

Une législation qui modifiait la Constitution d'un Etat a été mise dans la dernière catégorie "législation constitutionnelle".

- Le tableau des politiques publiques

Les politiques publiques ont été classées selon leur contenu.

Une politique publique dont l'objectif général posait la protection de l'éducation ou de la santé a été rangée dans la catégorie "politique publique qualifiée de générale".

Une politique publique qui traitait des moyens d'application mis en œuvre pour protéger des aspects spécifiques du droit à l'éducation ou le droit à la santé, a été rangée dans la catégorie "politique publique qualifiée de spéciale".

Catégorie 2 : le suivi de la jurisprudence nationale

1. La méthodologie de recherche

Le suivi de la jurisprudence nationale s'est articulé autour des décisions de dernier ressort ou des décisions devenues définitives.

2. La méthodologie de classement pour l'analyse

Les jurisprudences ont été comptées par pays puis par région géographique.

Catégorie 3 : Les débats publics

1. La méthodologie de recherche

Pour ce Rapport, les débats publics de 2016 dans le domaine de l'éducation et de la santé rassemblent les plus grands débats sociétaux relayés dans la presse, les manifestations de grande ampleur (nationales ou internationales) sur un sujet particulier ou des événements importants pour comprendre l'impact des législations et politiques publiques du point de vue de la société civile.

2. La méthodologie de classement pour l'analyse

Les débats publics reflètent la situation de chaque Etat. Partant de ce constat, une comparaison des sujets des débats publics n'aurait pas de sens.

Le classement de cette catégorie a consisté à rechercher des similarités de thèmes/actions pour regrouper l'ensemble des débats ou actions menées sous diverses classes. Par la suite, un classement par régions géographiques a été fait afin de voir régionalement les thèmes les plus abordés.

Les informations recueillies pour chaque Etat montrent qu'un Etat n'a pas nécessairement entrepris de débats publics pour les deux domaines. Ceci qui explique qu'un Etat qui n'a pas eu de débats publics dans un domaine ne sera pas inclus dans l'analyse de sa région géographique pour ce domaine.

- Le domaine de l'éducation

Pour le domaine de l'éducation, les débats publics ont été rangés selon les classes suivantes : problèmes liés au système éducatif, problèmes liés aux programmes scolaires, discussions générales et discussions spécifiques et actions menées. Les Etats ayant été très actifs dans les débats publics ont aussi été soulignés.

Dans un deuxième temps, une similarité entre les sujets a été recherchée par région géographique.

Cinq régions géographiques ont été dessinées :

La région Afrique compte l'Algérie, le Benin, le Burundi, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Tunisie.

La région Amérique Latine compte l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

La région Amérique du Nord compte Haïti.

La région Asie compte le Pakistan, les Philippines et Singapour.

Enfin, la région Europe compte la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et la Suisse.

- Le domaine de la santé

Pour le domaine de la santé, les débats publics ont été rangés selon les classes suivantes : problèmes liés au système de santé, discussion sur l'action du gouvernement de l'Etat,

discussions sur des thèmes spécifiques, actions en réaction à des virus ou à des crises humanitaires et les actions de sensibilisation ou de réflexions menées.

Dans un deuxième temps, une similarité entre les sujets a été recherchée par région géographique.

Cinq régions géographiques ont été dessinées :

La région Afrique compte l'Algérie, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, le Kenya, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et le Togo.

La région Amérique Latine compte l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

La région Amérique du Nord compte les Etats-Unis d'Amérique et Haïti.

La région Asie compte le Pakistan, les Philippines et Singapour.

Enfin, la région Europe compte la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et la Suisse.

SOURCES DU RAPPORT

Les informations proviennent de sites officiels de l'Etat ou de médias en ligne. Les informations disponibles ont été retranscrites avec le plus d'informations possible (numéro pour les législations, politiques publiques/plans nationaux et jurisprudences).

Les informations ci-dessous constituent un échantillon des activités des Etats. L'inaccessibilité de l'information en ligne (informations non accessibles ou non actualisées) ainsi que la non-connaissance de certaines langues n'ont pas permis une analyse de certains pays.

Contributeurs du rapport (à date du 15 septembre 2017) :

ABDEL HAKIM Tahir Arim
AGUSTÍN HERNANDEZ GREBE Agustin
ARÉVALO Carlos
BAKYONO/SOULAMA K. Sonia
BILOTTI Beatrice
CABRERA TORRES Celia Carina
COLOMBO Marco
CRISTOPHI Eloise
DE LACALLE Eugenia
DE LA IGLESIA RODRÍGUEZ Teresa
EPINZAGNE Augustin
FRABIS Giacomo
FRITZNEL Pierre
GARCIA ESCOBAR Gabriela
GUYOT Maéva
HADJ AYED Makram
HERNÁNDEZ HERRERA Issa
HUMURA Maria Chiara
HITABABYAYE Jean-Pierre
KEWA Francine
KOUASSI Kouadio Bertin
LE HAY Mélodie
LÓPEZ GAVIDIA Laura
MARTINEZ ELOSEGUI Iñigo
MARTINEZ GIL RIVERA Salve
MOHENO TORRES Rodrigo
MPONGO Olive
NDJANDJO Hermine Patricia
NDJITAT TATCHOU Cyrille
NEURY Claudia
NIYONZIMA Euloge
NSABIYUMVA Adolphe
OUEDRAOGO Isaac Alix
PALACIOS Nerea
PÉREZ Raúl
RANEDO Andrea
R.KABORE Etienne
RIM A KEDI Emilienne
SARMIENTO Luis Roberto
TAMINE Abdellah
TOLMO Jesús

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
METHODE SUIVIE POUR ELABORER CE RAPPORT	4
SOURCES DU RAPPORT	8
ANALYSE DES PAYS	14
ALGERIE	16
ARGENTINA	18
BELGIQUE	20
BENIN	22
BOLIVIA	24
BRAZIL.....	26
BURKINA FASO	29
BURUNDI.....	31
CAMEROUN	33
CHILE	35
COLOMBIA	37
COSTA RICA	39
CÔTE D'IVOIRE	41
ECUADOR.....	43
ENGLAND.....	45
ESPAÑA.....	47
FRANCE.....	49
GUATEMALA	52
HAITI	54
IRELAND.....	56
ITALY	58
KENYA	60
MADAGASCAR	62
MÉXICO	63
PAKISTAN.....	65
PANAMA	67
PERÚ.....	69
PHILIPPINES.....	71
PORTUGAL.....	73
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	75
REPUBLIQUE DU CONGO	77

RWANDA	78
SÉNÉGAL.....	79
SINGAPORE	80
SUISSE.....	82
TANZANIA.....	84
TCHAD	86
TOGO	88
TUNISIE	89
UNITED STATES OF AMERICA	90
URUGUAY.....	91
VENEZUELA.....	93
ANALYSE DES RESULTATS	96
EDUCATION	98
CLASSEMENT DES LEGISLATIONS EN FONCTION DE LEUR CONTENU :	100
COMMENTAIRES SUR LE SUIVI DES LEGISLATIONS NATIONALES	103
CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX EN FONCTION DE LEUR CONTENU	105
COMMENTAIRES DU CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX.....	108
JURISPRUDENCES NATIONALES.....	110
COMMENTAIRE SUR LE SUIVI DES JURISPRUDENCES NATIONALES	112
COMMENTAIRES GENERAUX SUR LES DEBATS PUBLICS DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION	114
SANTE	117
CLASSEMENT DES LEGISLATIONS EN FONCTION DE LEUR CONTENU	119
COMMENTAIRES SUR LE SUIVI DES LEGISLATIONS NATIONALES	123
CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX EN FONCTION DE LEUR CONTENU	125
COMMENTAIRES DU CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX.....	127
JURISPRUDENCES NATIONALES.....	129
COMMENTAIRES SUR LE SUIVI DES JURISPRUDENCES NATIONALES	131
COMMENTAIRES GENERAUX SUR LES DEBATS PUBLICS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ. 133	

ANALYSE DES PAYS

ALGERIE

I. Législation et politiques publiques

La révision constitutionnelle algérienne de 2016, adoptée par la loi du 7 février 2016, a introduit de nombreux amendements à la Constitution adoptée en 1996. En gestation depuis 2011 pour répondre aux attentes suscitées par le printemps arabe, son contenu fait suite à un projet présenté en mai 2014.

La **loi 16-01 portant révision constitutionnelle** a été adoptée le 6 mars 2016 et concerne le droit à l'éducation et le droit à la santé dans ses articles 65 et 66. Certaines lois organiques doivent cependant encore être révisées.

II.- Jurisprudence

Sur saisine du Président de la République **le 11 Janvier 2016, la décision n°01/16 du Conseil Constitutionnel concerne l'amendement des articles 53 et 54, devenus 65 et 66 de la loi 16-01 du 6 mars 2016**. Ces deux articles stipulent clairement que l'Etat Algérien doit garantir pour tous le droit à la santé et le droit à l'éducation, conformément aux obligations de l'Algérie au regard du droit international relatif aux droits humains.

Le Conseil Constitutionnel a dit que cette procédure est intervenue conformément à l'article 176 de la Constitution algérienne et que les articles sus cités ne constituent aucune atteinte, ni aux principes régissant la société algérienne, ni aux équilibres fondamentaux des institutions constitutionnelles lors de ses séances des 20, 21, 24, 25, 26, 27 et 28 Janvier 2016.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Les Syndicats de l'Education Nationale ont organisé une série de mouvements de protestations pour réclamer une meilleure gestion de nombreux problèmes qui ont marqué la rentrée scolaire 2016. Les Syndicats ont exigé, entre autres, l'allègement des horaires que doivent assurer les enseignants des trois paliers : Primaire, Moyen et Secondaire. La surcharge des classes, le manque d'encadrement, le retard dans le recrutement des fonctionnaires, les heures supplémentaires pour les enseignants et le statut socioprofessionnel de l'enseignant sont des problèmes dénoncés actuellement les syndicats de l'Education Nationale.

Les élus des assemblées populaires nationales, wilayales et communales ont évoqué également dans leurs bilans de fin 2016, le manque d'équipements scientifiques dans les écoles ainsi que la mauvaise programmation des travaux de réhabilitation de certaines écoles qui ont retardé la rentrée dans certains établissements scolaires.

Dans le domaine de la santé :

Selon les organisations syndicales du secteur de la santé et le mouvement associatif concerné, le système national de la santé en Algérie est confronté à de multiples contraintes qui altèrent son efficacité et ses performances. Les revendications portant sur le non-respect de l'action syndicale et l'absence de sécurité au sein des établissements hospitaliers, ainsi que l'inadaptation de l'organisation, de la gestion et des modalités de fonctionnement du secteur doivent être combattus sans pour autant remettre en cause les principes d'équité et de solidarité qui fondent le système national de santé.

Les débats des différentes sessions du Parlement et des assemblées populaires des wilayas tenues fin 2016 ont démontré plusieurs insuffisances, dont entre autres, la fermeture de plusieurs salles de soins et centres sanitaires, notamment dans les zones rurales, pour manque de personnel médical et paramédical.

ARGENTINA

I- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

La Ley 27.306 declara de interés nacional el abordaje integral de los sujetos que presentan dificultades de aprendizaje.

Además, en lo que respecta a las políticas públicas educativas, el **"Plan Estratégico Nacional Argentina Enseña y Aprende - 2016/2021"** organiza una agenda de trabajo conjunta entre la Nación y las provincias a fin de promover el desarrollo de una política pública integral, inclusiva y de calidad.

En el campo de la salud:

La Ley 27.333 instituye el día 15 de septiembre de cada año como día de la concientización del linfoma.

La Ley 27.305 incorpora al programa médico obligatorio la cobertura integral de leche medicamentosa para consumo de quienes padecen alergia a la proteína de la leche y otros desordenes o trastornos alimentarios.

La Ley 27.285 establece que el Instituto Nacional del Cáncer se regirá como organismo descentralizado con un régimen de autarquía funcional, administrativa, económica y financiera.

La Ley 27.283 crea el Consejo Federal de Precursores Químicos como órgano asesor de la autoridad de aplicación.

La Ley 27.279 establece los presupuestos mínimos de protección ambiental para la gestión de los envases vacíos de fitosanitarios en virtud de su carácter tóxico.

La Ley 27.231 regula, fomenta y administra el desarrollo de la actividad de la acuicultura.

Con relación a las políticas públicas en el área de salud, en agosto de 2016 el presidente Macri anunció un **"Plan Universal de Salud"** para lograr una cobertura universal y así fortalecer el sistema de salud. Sin embargo, el mismo no fue implementado en el periodo observado del 2016.

II.- Jurisprudencia

En primer lugar, cabe destacar que no fueron localizados fallos de envergadura en el período observado respecto a salud y/o educación en el marco de los derechos humanos. Ello pudo ser corroborado por un documento elaborado por el mismo Tribunal Superior en la VII Conferencia Nacional de Jueces con el título de "Fallos relevantes de la Corte Suprema de Justicia de la Nación (2003-2016)".

Igualmente, es importante dejar constancia de que –en los últimos años- la C.S.J.N. cumplió un rol relevante en la defensa de los derechos humanos, dando plena operatividad a los tratados internacionales en aspectos muy concretos (derecho a la vivienda digna, a la

alimentación y al agua potable, materia ambiental, tratamiento humanitario de los encarcelados, etc.).

En el campo de la educación:

En el año 2016 **la Corte Suprema de Justicia de la Nación Argentina solo dictó dos fallos relacionados con la educación**, conforme el siguiente detalle: se dejan sin efecto varias sentencias en casos en los que se exigían prestaciones médicas a obras sociales que no estaban en el plan médico obligatorio y que, a criterio del Tribunal Supremo, los fallos resultaban arbitrarios ya que hacían referencia a normas superiores (por ejemplo, a Tratados Internacionales de Derechos Humanos) pero que no tenía relación alguna con la situación fáctica concreta planteada

En el campo de la salud:

En el año 2016 la Corte Suprema de Justicia de la Nación Argentina solo dictó una sentencia que no tenía relación alguna con la situación fáctica concreta planteada. Además, se le requiere a la justicia penal que investigue un supuesto delito de abandono de persona ante la falta de asistencia médica en un centro de salud. Por otro lado, se acepta un amparo para que se tomen medidas de remediación de una zona afectada por daño ambiental y que inciden sobre la salud de niños y adolescentes.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

La secretaría de innovación educativa del **Ministerio de Educación de la Nación reconoció en septiembre de 2016 las dificultades que atraviesa el sistema educativo de Argentina.** En relación a ello, se señalan como ejemplo: la ausencia de clases en las escuelas públicas por paros docentes u otros motivos; la falta de recursos en las escuelas y/o dificultades para acceder a la misma, demostrando falta de inversión en estructura educativa y su vinculación con la pobreza; y la mala evaluación del sistema en el Informe PISA, entre otros.

En el campo de la salud:

La situación de la salud pública en el país está en crisis. **El Presidente Macri propuso un "Plan Universal de Salud"** para lograr una cobertura universal y así fortalecer el sistema de salud. Sin embargo, en el período 2016 fueron detectados problemas en los servicios de salud, entre ellos: **problemas serios de educación alimentaria y desnutrición; se informa 4 millones de niños en situación de pobreza; cárceles en situaciones inhumanas y degradantes; se produce un fuerte debate sobre la educación sexual en las escuelas y su relación con el aborto y el control de natalidad.**

BELGIQUE

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Le 18 décembre 2016 a été approuvée **la loi n° 2016022502 par laquelle s'est établi le statut social et fiscal de l'étudiant indépendant**. Cette loi a été publiée le 30 décembre 2016

Il a également été approuvé **la loi n° 2016011558 du 25 décembre 2016 qui modifiait la loi du 12 février 2008, touchant un nouveau cadre pour la reconnaissance des qualifications professionnelles**. La publication de cette loi a eu lieu le 31 janvier 2017.

Dans le domaine de la santé :

Concernant la santé, le 22 juin 2016, **la loi n°2016024135 a été approuvée portant diverses dispositions relatives à la santé**. Cette loi a été publiée le 1er juillet 2016

La loi n° 2016024159 a été adoptée le 16 juillet 2016 modifiant la loi du 4 avril 2014 qui régit la profession des soins de la santé mentale. Cette loi a été publiée le 29 juillet 2016.

Enfin, le 18 décembre 2016, **la loi n° 2016024298 a été adoptée concernant plusieurs dispositions en matière de santé**, en date de publication du 27 décembre 2016.

II.- Jurisprudence

Dans le domaine de l'éducation :

En matière d'éducation, l'arrêt **C.10.0051.F** du 30 novembre 2016 de la Cour Suprême belge prévoit que le droit à l'éducation doit être garanti à toutes les personnes, sans aucune distinction fondée sur la langue.

Dans le domaine de la santé :

Au sujet de la santé, la Cour de Cassation belge a rendu le jugement **P.16.0862.N** le 3 août de 2016. De ce jugement découle l'obligation du juge d'instruction de suspendre l'ordre d'expulsion d'un immigrant illégal dans l'hypothèse où il porterait une maladie grave et que l'ordre d'expulsion comporterait un risque grave et irréversible à son état de santé.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

A propos de l'éducation, le ministre de l'éducation a annoncé **la création d'une éducation fondée sur l'union de l'enseignement technique et professionnel**. Une ONG belge, "Plan Belgique", en collaboration avec l'Association des parlementaires européens pour l'Afrique (AWEPA), a dirigé les efforts de sensibilisation au Parlement fédéral belge en faveur de l'éducation et de la protection des filles du monde via des programmes de coopération au développement.

Dans le domaine de la santé :

Les débats politiques publics sur la santé en 2016 ont porté principalement sur **la réforme de l'assurance complémentaire**. Le ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique a signé un accord avec les mutuelles pour leur modernisation.

Une autre question au centre du débat est la création d'un plan contre la **consommation d'alcool** qui consiste à imposer un prix minimum pour les doses d'alcool. Cette mesure vise à dissuader les acheteurs afin d'améliorer leur santé et la collecte des impôts pour l'État.

BENIN

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Le plan d'action du gouvernement de la République du Bénin pour la période 2016-2021 permettra de reconstruire le système éducatif par rapport aux besoins économiques. Il a pour ambition **d'adapter l'enseignement aux besoins du pays et des entreprises**, en construisant d'infrastructures et en équipant les établissements. Son objectif est aussi de diriger une proportion importante des élèves et des étudiants vers les filières techniques et professionnelles. Il souhaite faire également la promotion et la mise en œuvre d'un cadre d'appui aux établissements privés.

Le plan vise à adapter le système d'enseignement et restructurer le Conseil National de l'Education. Pour ce faire, il mise sur la formation des enseignants, avec un accent mis sur la qualité de l'enseignement technique et professionnel. Le gouvernement va élaborer une nouvelle carte universitaire et passera périodiquement en revue le contenu des programmes scolaires et universitaires. En vue d'améliorer les conditions de travail des enseignants et étudiants, le gouvernement a resserré en juillet 2016, les 22 centres universitaires en 4 grandes nouvelles universités.

Un point phare de ce plan d'action est la création de la Cité Internationale du Savoir en partenariat avec les entreprises, les industries et les structures d'enseignement supérieur et de la recherche. Le plan vise également à créer et rénover les infrastructures existantes abritant les grandes écoles, les universités et les centres de recherche. Un des objectifs est d'améliorer l'employabilité des jeunes.

Dans le domaine de la santé :

Le gouvernement veut **réorganiser le système de santé pour une couverture sanitaire plus efficace en donnant l'accès à tous aux soins de santé à travers le même plan national (le plan d'action du gouvernement de la République du Bénin pour la période 2016-2021)**. Il vise à réduire la mortalité maternelle et infantile en faisant plus de prévention, en luttant contre la maladie et en améliorant la qualité de soins. Le gouvernement a fait un projet d'assurance-maladie qui prévoit la création d'une subvention donnée par l'État, concernant le paiement des primes d'assurance, pour les béninois les plus démunis. Il est question de la construction, d'équipement d'un nouveau centre hospitalier universitaire et de l'équipement des hôpitaux de zone/référence.

Il a pour ambition de donner l'accès à l'eau potable à l'ensemble de la population rurale et semi-urbaine. Pour ce faire, il envisage la construction des infrastructures hydrauliques multifonctions et l'amélioration de la gestion de l'eau. Le plan recherche aussi la promotion de campagnes des branchements subventionnés pour les plus démunis.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'objectif du développement durable 4-éducation 2030, le gouvernement du Bénin, en partenariat avec l'Unesco, a entrepris **une consultation nationale** le 10 novembre 2016. La rencontre a été consacrée à la **réflexion sur la mise en œuvre de l'Objectif du Développement Durable 4**. Le but est de faire efficacement face à ces défis. **Un nouvel agenda de développement durable a été conçu**. 17 (dix-sept) objectifs de développement durable y ont été retenus et **le 4ème est consacré à l'éducation**. Cette consultation nationale a réuni les différents acteurs de la vie sociale politique et économique du Bénin.

Le Réseau ouest et centre africain de recherche en éducation (ROCARE) a tenu son 3^{ème} Atelier de formation, du 18 au 20 avril 2016, à Lomé, au Togo. Il a été question des orientations à mettre en place pour atteindre les objectifs 2030, de la planification de l'éducation en Afrique de l'Ouest et notamment de **l'élaboration du plan sectoriel de l'éducation au Bénin** dans une approche partenariale. Une réflexion visant une **meilleure collaboration et dialogue entre les ministères, la société civile, les universités et de l'approche partenariale entre différents acteurs du système éducatif**. **L'objectif est d'une mise en œuvre systémique des stratégies, de la planification de l'éducation en fonction de l'agenda international de l'Education** pour un Développement Durable (EDD). Cet atelier a réuni des chercheurs et acteurs de l'éducation du Togo, Bénin, Mali, Burkina, Niger, Cameroun, Nigeria, Mauritanie et de la Côte d'Ivoire.

BOLIVIA

I- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

El 12 de octubre de 2016 Bolivia ratificó el "Acuerdo sobre la Creación e Implementación de un Sistema de Acreditación de Carreras Universitarias para el Reconocimiento Regional de la Calidad Académica de las Respectivas titulaciones en el MERCOSUR, y Estados Asociados, suscrito en fecha 30 de junio de 2008, en la ciudad de San Miguel de Tucumán, República Argentina. **Es la ley 842 de 12 de octubre de 2016.**

El martes 21 de diciembre de 2016 se aprobó también la enajenación de un lote de terreno con una superficie de 4.646.00 m² de propiedad del Gobierno Autónomo Municipal de Villa Serrano a favor de la Universidad Mayor Real y Pontificia de San Francisco Xavier de Chuquisaca, con destino exclusivo para la construcción de la Nueva Infraestructura e Implantación de Carreras Universitarias. Se trata de la **ley 874 de 21 de diciembre de 2016.**

En el campo de la salud:

El 6 de septiembre de 2016 se promulgó un proyecto de **Ley de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria.**

El 21 de diciembre se promulgo en materia sanitaria la enajenación de un lote de terreno con una superficie de 300 m² de propiedad del Gobierno Autónomo Municipal Poopó, a favor de la Caja Nacional de Salud- CNS, con destino a la construcción de un Puesto Médico de Salud. **Es la ley 873 de 21 de diciembre de 2016.** Dicha ley se refleja la enajenación, a título gratuito, de un lote de terreno con una superficie de 300 metros cuadrados (m²), de propiedad del Gobierno Autónomo Municipal Poopó con destino exclusivo a la construcción de un Puesto Médico de Salud.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

El Tribunal Constitucional ratifica la Resolución 04/2016 de 19 de agosto en la que se alega que no se puede conceder la tutela dado que no es la instancia idónea para el cumplimiento de las Resoluciones Administrativas, que se dictaron como emergencia de la intervención y del cierre definitivo de la Universidad. **Se trata del expediente: 16216-2016-33-AAC**

El 21 de noviembre de 2016 la Sala Constitucional resuelve un recurso de amparo en materia educativa por vulneración al derecho a la educación. Los demandantes solicitan la tutela y la puesta inmediata a disposición de certificados de nacimiento, títulos de bachiller legalizados, convenios supervisados de prácticas forense y de en instituciones públicas y privadas;- b) Los certificados de notas, planes de estudios, historiales académicos y certificados de egreso; c) Los dineros cancelados por concepto de certificados de notas, habilitaciones y defensa; y, d) La habilitación para los estudiantes egresados ante el Ministerio de Educación para antiguos estudiantes de una universidad privada.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

Durante el 2016 se impulsó **la educación en casa para alumnos especiales**. Se pretendía que de los 20.000 estudiantes de educación especial repartidos en Bolivia se llegase a unos 400 para lo cual se emitirá un decreto supremo que autorice al Ministerio de Educación la entrega de estímulos adicionales a maestros que enseñen a niños con discapacidad de forma voluntaria y a cambio de “estímulos” pudiendo subir de categoría; y acumulando un año de antigüedad con lo que incrementan sus ingresos.

A finales de 2016 el ministro de educación de Bolivia alertaba sobre la **confusión de algunos nombres de colegios con la impartición de titulaciones duales en el nivel secundario**, en alusión al anuncio de cambiar los nombres de las unidades educativas que lleven nombres en lengua extranjera.

En el campo de la salud:

En cuanto al debate político en lo relativo a la sanidad, la FAO instó a **vigilar e investigar más el uso de antibióticos en ganadería debido al aumento de la resistencia de los animales a esos y otros antimicrobianos**. Durante el 2016 Bolivia destino 174 millones de bolivianos para aplicar las nuevas tasas de importación, exportación, de certificación del registro sanitario y cumplir las metas para el control y erradicación de las enfermedades de 'Newcastle' en el sector avícola, de la peste porcina clásica del sector porcino y la mosca de la fruta del sector frutícola para contribuir a la producción y exportación.

BRAZIL

I. Legislation and public policy

In the field of education:

The **Law n° 13.243 of 11 January 2016** amends Law n° 10.973 (of 2 December 2004) on Science, Technology and Innovation, which aims to support research, teaching, scientific and technological development projects which are accredited by the Ministry of Education and the Ministry of Science, Technology and Innovation.

The **Law n° 13.267 of 6 April 2016** regulates the creation and organization of associations called Junior Enterprises related to higher education. The article 2 explains that the term "junior enterprise" refers to an association managed by students enrolled in higher education institutions in order to carry out projects and services that contribute to the academic and professional development of its members by training them for the labor market.

The **Law n° 13.278 of 2 May 2016** amends the Law n° 9.394 of 20 December 1996, which lays down the guidelines and the basis for national education in relation to arts education.

The **Law n° 13.306 of 4 July 2016** amends the Law n° 8.069 of 13 July 1990 on the status of children and adolescents in order to establish the age of 5 years as the maximum age for benefiting from the service of early childhood education.

The **Law n° 13.348 of 10 October 2016** amends the Law n° 12.722 of 3 October 2012, which provides financial support to municipalities and the Federal District to extend early childhood benefit to children benefiting from the BPC (continuing benefit) and to children with disabilities.

It aims to provide additional financial support for maintenance and early childhood development in the care of children aged 0-48 months in nurseries registered by municipalities and Federal District in the Education Census of Basic Education. It also aims to establish new rules regarding the transfer of financial support resources.

The **Law n° 13.366 of 1 December 2016** amends the Law n° 10.260 of 12 July 2001 and provides finances for students of higher education. The Law also amends the Law n° 9.394 of 20 December 1996, which lays down the guidelines and the basis of national education.

The **Law n° 13.409 of 28 December 2016** amends the Law n° 12.711 of 29 August 2012 to provide for the reservation of vacancies in each federal higher education institution and in each federal institutions of technical education for black people, métis (mixed), indigenous and disabled persons. The proportion of the total number of positions must be at least equal to the proportion of the population mentioned. The family pension must be equal to or less than 1 and a half of the minimum wage (the minimum wage in 2016 was about 800 Reais or about 257 dollars).

Various credits have been allocated for education.

The **Law n° 13.349 of 18 October 2016** opened an additional credit to the Ministry of Education in the amount of 1,103,400,627.00 reais (about 354 600 000.00 dollars).

The **Law n° 13388 of 20 December 2016** gives a special credit of 3,872,856.00 Reais, (about 1 245 000.00 dollars) in favor of the Ministries of Science, Technology and Innovation, Education, Justice and Social Development and the Fight against Hunger.

The **Law n° 13,402 of December 21, 2016** gives an additional credit in favor of the Ministry of Education of 461.608.030.00 Reais (about 150 000 000.00 dollars).

In the field of health:

The **Law n° 13.301 of 27 June 2016** provides for surveillance measures in the field of health in case of an imminent danger to public health due to the presence of the mosquito that transmits the dengue virus, chikungunya and zika.

The **Law n° 13.362 of 23 November of 2016** amends the Law n° 11.664 of 29 April 2008, which provides for the implementation of healthcare actions that ensure the prevention, detection, treatment and monitoring of cancers cervix and breast, as part of the single public health system, the SUS, to provide care for women with disabilities.

The **Law n° 13.410 of December 28, 2016** amends the Law n° 11.903 of January 14, 2009 to structure the National System of Control of Medicines.

Various credits have been allocated for health.

The **Law n° 13.276 of April 29, 2016** opens an additional credit in favor of the Ministries of Health, Labor and Employment in the amount of 37'579.334.525.00 Reais (about 12 000 000 dollars).

The **Law n° 13.356 of 7 November 2016** provides budget for the Ministries of Health, Labor, Social Affairs and Women, Racial Equality, Youth and Human Rights, an additional appropriation in the amount of 58,958,100.00. (about 19 000 000 dollars).

The **Law n° 13.398 of 21 December 2016** opens a budget of social security of the Union by giving an additional credit in favor of the Ministry of the Health of the order of 300.000.000.00 Réais (about 96 380 000 dollars).

II- Jurisprudence

In the field of education:

In the field of education, the request by **the Federal Public Prosecutor (MPF) for the abolition of the two redactions for the examination of access to the Public Universities of Brazil (ENEM) was rejected** by the Ceará PF.

The MPF did not find legitimate to carry out two examinations of redaction in the same year, in two steps. The Ministry of Education (MEC) has advocated the implementation of these two examinations, the ENEM, in front of the General Prosecutor of the Union (AGU). The deputy judge of the 8th District (Vara) of the State of Ceará, guaranteed to the 8.7 million students the right to do both examinations (PJE n° 0814124-64.2016.4.05.8100).

In the field of health:

The Supreme Federal Court in May 2016 **suspended the Law n° 13.269 / 2016 which authorized the use of the pill against cancer.**

III- Public debates

In the field of education:

In 2016, the **National Campaign for the Right to Education** (CNDE) analyzed the implementation of the National Education Plan (PNE 2014). They drew up a report on the implementation of the actions and measures of the 2014 plan. It was noted that of the 21 measures and strategies of the plan, only 1 was implemented: the one which set up a permanent forum on the follow-up of the salary scale of professors. Flagship measures such as teacher training, universal enrollment for 4-5-year-old and 15-17-year-old expected to be in school have not been implemented.

In June 2016, **the report Movement All for Education (TPE)** was published. It is a report of the experts in the field of education which gives a deep analysis and also includes the curriculum.

On September 15, 2016, the newspaper **O Globo (main Brazilian newspaper)** created **a Facebook debate on education**. The subjects covered were : school all day long (in Brazil, public school is part-time) and literacy.

An **International Meeting called Education 360** was held on 23 and 24 September, bringing together 3,000 people in Rio de Janeiro. The objective of this meeting was to rethink education from the point of view of people who are active in this field. Great names of actors in education, experts from Portugal and Brazil and civil society were invited. They rethought the model of education for the future, such as the role of the student as a major actor, the school curriculum, the place of sport and art, assessments, the importance of the book and the technological applications. The importance of communication, the joy of learning and cooperation were highlighted as major factors.

The **Forum on Education for Global Citizenship** in Rio de Janeiro took place on 21 December. Topics covered included education and sustainable development. More than 100 students, between the ages of 15 and 18, from private and public schools have participated in workshops to create actions for sustainable development, called Project + (Projeto +).

This meeting is part of the AFS World Congress which brings together international representatives and leaders in the field of education and sustainable development. This event was organized by the NGO AFS (Inter-culture), which wants to reinvigorate the work of the UN with regard to the achievement of the objectives of sustainable development (ODS) until 2030.

BURKINA FASO

I.- Législation et politiques publiques

La loi n°001-2016/AN du 24 mars 2016 portant création d'une Commission nationale des droits humains (CNDH) vient installer une CNDH qui aura pour rôle entre autres de mener des enquêtes, d'attirer l'attention des gouvernants et autres acteurs et de recevoir les plaintes individuelles sur toute violation des droits humains y compris donc le droit à la santé et le droit à l'éducation.

La loi n°024-2016/AN du 17 octobre 2016 portant protection et promotion des droits des personnes âgées, dans ses sections 1 et 8 du chapitre 2, traite respectivement des questions dans le domaine de la santé (articles 8 à 11) et dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle (articles 31 à 35) des personnes âgées.

Dans le domaine de l'éducation :

La loi n°004-2016/AN du 14 avril 2016 portant autorisation de ratification de l'accord de Prêt N°1685P, conclu le 05/11/2015 à Vienne (Autriche) entre le Burkina Faso et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID), permet le financement du projet de construction et d'équipement d'une Unité de Formation et de Recherche en Sciences et Techniques (UFR/ST) et d'une cité universitaire à l'Université Ouaga II.

Dans le domaine de la santé :

La décision du Conseil des ministres du 02 avril 2016 portant gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans vise à résoudre le problème de la mortalité infantile et néonatale. Elle prévoit la gratuité des accouchements et des césariennes, la gratuité des soins chez la femme enceinte et après accouchement jusqu'à 42 jours, la prise en charge des fistules obstétricales et le dépistage du cancer du col de l'utérus et du sein.

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 qui est le référentiel en vigueur en matière de développement du Burkina Faso précise, en son axe 2 consacré au développement humain, des objectifs spécifiques (1, 2 et 3) sur l'amélioration du droit à la santé et du droit à l'éducation.

Le 4 août 2016, des activités entrant dans le cadre de "**L'Agenda pour la sécurité sanitaire mondiale**" ou Global Health Security Agenda furent mises en place. Elles visent la prévention des épidémies, la détection précoce des menaces de nature biologique et une réaction rapide face à la survenue de maladie.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de la santé :

S'agissant de la mesure sur la **gratuité des soins** (évoquée dans la rubrique législation) dont le lancement a eu lieu le 2 mai 2016, le débat se pose concernant

l'effectivité de la mesure. En effet, tandis que les autorités s'emploient à la mise en œuvre, certaines carences furent constatées (rupture des stocks de médicaments et augmentation de la charge de travail du personnel de santé notamment).

A propos de la problématique de **la qualité des soins**, il est soutenu un manque de mesures d'accompagnements, notamment au niveau des infrastructures sanitaires (centres de santé, matériels et appareillages médicaux) et du personnel (formation, disponibilité, nombre).

La **sécurité dans les centres de santé** s'est révélée préoccupante avec plusieurs agressions constatées sur les personnels de la santé, par des parents de patients mécontents du traitement réservé à leurs proches.

BURUNDI

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de la santé :

La **politique Nationale la Santé** (PNS) 2016-2025 vise à instaurer un niveau de santé le plus élevé possible dans la ligne des objectifs de développement durable à travers l'instauration d'une couverture sanitaire universelle pour améliorer l'équité en matière de santé, d'une viabilité et d'une efficacité, de service de santé de qualité centré sur le patient, de politiques publiques protectrices des communautés et d'un leadership pour améliorer la redevabilité des autorités et acteurs de la santé.

La **loi n°1/06 du 30 juin 2016 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de don entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement** (IDA) relatif au financement additionnel du projet de mise en réseau des laboratoires de santé publique des pays de la Communauté Est Africaine vient renforcer la Politique nationale des laboratoires de biologie médicale du Burundi de 2014 et le Projet de mise en réseau des Laboratoires de 2012.

La **loi n°1/13 du 22 septembre 2016 portant prévention, protection des victimes et répression des violences basées sur le genre** prévoit en son article 13 que le Gouvernement du Burundi doit prendre à travers toutes les structures sanitaires, la détection des cas de violences basées sur le genre et la prise en charge intégrée des victimes. La loi prévoit également que les victimes des violences basées sur le genre doivent bénéficier ses services sociaux médicaux d'urgence une fois accueillies par les centre d'accueil. Cette loi milite pour l'éducation pour tous sans considération de genre.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Un **dialogue entre le Ministère de l'éducation nationale et tous les acteurs (étatiques et non étatiques) en matière d'éducation sur la qualité des services offerts aux publics** (légalisation des diplômes, mouvements des disponibilités, réintégration...) a été mené en 2016.

Le ministère de l'Education a continué à informer et sensibiliser sur la réforme de l'enseignement fondamental et post fondamental à travers des même des émissions spécifiques à la radio. En outre, quatre conférences de presse ont été tenues.

Dans le domaine de la santé :

Au Burundi, **les soins de santé sont gratuits pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes qui accouchent**. Dans le but d'améliorer davantage la performance du système de santé à travers l'appui de la politique de la gratuité des soins de santé pour ces personnes, un débat public a été mené au sein du Gouvernement du Burundi dans le cadre du Projet Kira, et trois documents dits de sauvegarde ont été produits et mis à la disposition

de tous : le plan national de développement social spécifique aux Batwa (population autochtone du Burundi), le plan actualisé de gestion de déchets médicaux et le cadre de gestion environnementale et social.

Le **document de politique nationale de la Santé 2016-2025** a été discuté avec tous les acteurs étatiques et les ONG en mai 2016.

CAMEROUN

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Le déploiement **du projet "enfant de la paix"** en partenariat avec l'UNICEF dont l'objectif est l'éducation de qualité pour 31000 enfants fut lancée en 2016.

Lancement le 26 mai 2016 dans la branche de l'éducation de base du **projet éducation inclusive** qui vise la scolarisation de 4820 élèves de 3 à 14 ans de la minorité ethnique baka dans la localité d'Abong-Mbang (Région de l'Est).

La **loi n° 2016/007 du juillet 2016** portant Code Pénal organise désormais la répression d'une atteinte spécifique au droit à l'éducation en son article 355-2 intitulé "Entrave au droit à la scolarisation" puni d'une amende de 50 000f à 500 000f (environ 91 dollars à 910 dollars), le parent qui, disposant de moyens suffisants refuse de scolariser son enfant.

Dans le domaine de la santé :

L'adoption et promulgation de **la loi n° 2016/007 du juillet 2016** portant Code Pénal qui criminalise la vente illicite de médicaments en son article 258-1 les peines vont de 03 mois à 03 ans d'emprisonnement et une amende de 1000 000 f (environ 1 800 dollars) à 3000 000f (environ 5 500 dollars).

Le Premier Ministre a publié en 2016 un communiqué sur les **réformes hospitalières**.

Mise en œuvre de la **stratégie sectorielle de santé 2016-2027** : l'objectif visé est d'assurer à toutes les couches sociales un accès universel aux services de santé de qualité.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

En Janvier 2016, il a été organisé par UN WOMAN, **une formation sur l'Alphabétisation fonctionnelle numérique et promotion du genre** à l'extrême Nord et au Centre du Cameroun Il s'agit de la formation des femmes en alphabétisation fonctionnelle avec un accent sur les TIC pour faciliter leur autonomisation. Elle vise également à sensibiliser les communautés pour adopter des pratiques de "tolérance zéro" face aux violences faites aux femmes et aux filles dans les régions. A cette fin, les stations de radio locales fonctionnant dans la localité principale ou celles disponibles à travailler dans les communautés, les leaders communautaires, les réseaux de femmes et garçons, ont été utilisées pour une large diffusion des messages dans les langues officielles et locales pour orienter les victimes de viol dans des structures de soutien et d'aide d'urgence.

En 2016, au plan de la formation, la **Monographie sur les métiers accessibles aux personnes handicapées** par types de déficience a continué à être diffusée afin de faciliter l'accès à l'information sur les différentes opportunités disponibles aussi bien dans les structures publiques que dans les structures privées de formation.

Dans le domaine de la santé :

Le 9 mars 2016, un **séminaire international sur la gestion de l'hépatite virale chronique** s'est ouvert à Yaoundé au cours duquel plus de 30 médecins ont été formés.

Le 10 juin 2016, le **Forum sur le système de santé du Cameroun** a été organisé par l'administrateur FECASE avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert. Il fut réalisé l'évaluation critique du système de santé au Cameroun et le constat de la dégradation des formations médicales.

Le 21 juin 2016 fut organisé l'**Atelier public sur : "La Lutte coordonnée contre les faux médicaments et les circuits illicites des médicaments en Afrique centrale"**. A la suite de cet atelier, un plan d'action opérationnelle fut adopté, visant à lutter contre les médicaments faussement étiquetés/falsifiés/contrefaits, et des drogues illicites dans la zone CEMAC pour la période 2016-2020.

Le 1er août 2016 a été lancée la **semaine de sensibilisation des mères sur l'importance de l'allaitement de leurs bébés** sous le thème "une clé du développement".

Des **mesures visant à prévenir le cancer** comme la sensibilisation et le dépistage gratuit ont été réalisées. Dans cette optique, une campagne pour le dépistage gratuit du cancer qui a commencé le 29 août 2016 à CHRACERH a duré une semaine. De plus, à l'initiative de la Coalition du Cameroun contre le tabac, un examen gratuit du cancer du sein et du col de l'utérus a été organisé les 11 et 12 mai 2016 à l'hôpital central de Yaoundé.

En 2016, diverses activités de **sensibilisation et d'information ont été menées en faveur de la population et des jeunes** en particulier, sur les effets nocifs du tabagisme et la consommation de drogues illicites.

CHILE

I.- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

Respecto a las leyes adoptadas en el ámbito de la educación, la **Ley 20910**, que entró en vigencia el 29 de marzo de 2016 y creó 15 Centros de Formación Técnica en el país.

Además, la **Ley 20911**, la cual crea un plan de formación ciudadana para los establecimientos educacionales reconocidos por el Estado.

En el campo de la salud:

La **Ley 20850**, que entró en vigencia el 26 de enero de 2016 y crea un sistema de protección financiera para diagnósticos y tratamientos de alto costo.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

El día 7 de marzo de 2016, la Corte Suprema, en causa Rol n° 7033-2016, conoció de un caso en el que un alumno de un establecimiento educacional que había infringido previamente el reglamento educacional, fue sorprendido copiando en un examen. El establecimiento educacional expulsó al alumno y dicha expulsión fue recurrida. **La Corte Suprema determinó que todo alumno tiene derecho a la educación pero que también se encuentra obligado a respetar las normas de conducta y disciplina establecidas por el centro.**

En el campo de la salud:

El derecho a la salud es uno de los derechos más judicializados en el país. En efecto, existe un sistema público y un sistema privado, en el que se concentran los casos. El problema radica en el alza unilateral de precios que efectúan las instituciones privadas de salud de los planes contratados por los usuarios del sistema, lo que ocasiona la molestia de estos últimos y la judicialización masiva de casos. En el 2016, los recursos interpuestos por este motivo llegaron a 185.310.

El día 5 de mayo de 2016, la Corte Suprema, en causa Rol N° 37964-2015, conoció de un caso en que se le suspendió a una persona el servicio de agua potable por gastos comunes impagados. **La Corte Suprema dispuso en este caso que la suspensión del agua potable por gastos comunes adeudados no se encuentra consagrada en la ley por lo que es ilegítimo que se le otorguen facultades al administrador para adoptar suspender el servicio de agua potable poniendo en riesgo la salud de las personas.**

El día de 10 marzo de 2016, la Corte Suprema, en causa Rol N° 36.516-2015, conoció de un caso en que una cooperativa de abastecimiento y distribución de agua potable le comunicó a una persona que le procedería a cortar el servicio de agua potable por existir una multa impagada. **La Corte Suprema dispuso en este caso que no existe una norma legal que habilite a una Cooperativa para cortar el suministro de agua potable cuando exista una multa impagada por parte de uno de sus asociados.**

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

El acceso y la calidad de la educación en Chile han sido especialmente discutidas en la última década. En 2016, **el debate se centró en la gratuidad de la educación universitaria**. In 2016, el 50% de los estudiantes más vulnerables del país se benefician de ello y la discusión se ha centrado en determinar si es posible extender este beneficio al resto de los estudiantes.

En el campo de la salud:

En relación con el aborto, in 2016, en Chile no se permite el **aborto** en ningún caso y constituye delito. El gobierno ingresó un proyecto de ley que permite el aborto en casos de peligro para la vida de la mujer, inviabilidad fetal de carácter letal y embarazo por violación. Este proyecto se encuentra en 2016 en discusión y existen posturas contrapuestas en esta materia tanto en el ámbito político como social.

COLOMBIA

I.-Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

La **Ley 1778 del 2 de febrero de 2016** busca a garantizar el acceso al trabajo de personas recién egresadas de instituciones educación superior.

La **Ley 1802 del 29 de julio de 2016** otorga subsidios para el pago de créditos de educación superior para personas de estratos 1, 2 y 3.

Durante el año 2016 también hubo un **desarrollo de la política pública del Sistema Nacional de educación Terciaria (SNET)** con el fin de proponer una educación con igualdad de oportunidades que permita adquirir y desarrollar competencias enfocadas a la proyección educativa y laboral a lo largo de la vida.

En el campo de la salud:

La **Ley 1773 del 6 de enero de 2016** implementa cambios en el Código Penal relacionados con delitos que afectan la Salud. Se enfoca en ataques con ácido.

La **Ley 1797 del 13 de julio de 2016** fija medidas de carácter financiero y operativo para sanear deudas y mejorar la calidad de prestación de servicios en el Sistema de Seguridad Social en Salud.

La **Ley 1805 del 4 de agosto de 2016** es una presunción legal de donación de componentes anatómicos, para quien en vida no se haya opuesto.

Desde enero de 2016, se adelantó además la política pública de Atención Integral en Salud (PAIS), con el objetivo de dar cumplimiento a la Ley Estatutaria de Salud, Ley 1751 de 2015.

II.-Jurisprudencia

En el campo de la educación:

Son relevantes las sentencias emanadas de la Corte Constitucional en 2016 en materia de educación. Entre ellas, el caso de "**Mateo Javier Bohórquez Másmela contra la Fundación Escuela Colombiana de Hotelería y Turismo (Ecotet)**" (Sentencia T-097/16), en el que el Tribunal reiteró el carácter de fundamental del derecho a la educación, así como la obligación que tiene el Estado de adelantar acciones dirigidas a lograr la satisfacción de los derechos de las personas en situación de discapacidad, en el marco de igualdad de oportunidades y remoción de las barreras de acceso a bienes sociales. Relativo a esta materia es también el caso de "**Diosa Lizarazo García y otros contra Gobernación de Santander y otros**" (Sentencia 008/16): en el que se dictaminó que, al ser los niños considerados como sujetos de especial protección constitucional, y sabiendo que sus derechos, conforme al artículo 44 de la Constitución, prevalecen sobre los demás. De esta manera el Tribunal desarrolla el alcance de su derecho a la educación.

En el campo de la salud:

En 2016 la Corte Constitucional falló en materia de Salud en casos relevantes como los siguientes: El primero de ellos es el caso de **“Modesto Alejo Gutiérrez contra la ESE Red de Servicios de Salud de Primer Nivel de San José del Guaviare”** (Sentencia T-718/16), donde se dictaminó sobre el enfoque diferenciado de acceso a la salud para las comunidades indígenas.

En el caso de **“Daniel Elías Vásquez Ochoa contra la EPS Saludcoop y Corporación IPS; el Defensor del Pueblo de la Regional Guaviare el Doctor Trian Jesús Zúñiga Rueda en calidad de agente oficioso del menor de edad Dumar Alejandro Alfonso Mora contra la EPS Caprecom Territorial Guaviare, la Secretaria de Salud del Departamento del Guaviare y otros”** (Sentencia T-362/16) la Corte resaltó el carácter prioritario del derecho de los niños, con un enfoque especial en su derecho fundamental a la salud.

III.- Debates políticos

En el campo de la educación:

En materia de educación, las noticias destacadas fueron las siguientes: **“Una educación incluyente y de calidad para la paz”** (Octubre 1, 2016); **“Mineducación radicó proyecto para crear la Agencia Nacional de Alimentación Escolar”** (Mayo 4, 2016); o **“Mineducación otorgará 30.000 nuevos créditos para pregrado y posgrado”** (Junio 9, 2016).

En el campo de la salud:

Los debates públicos en materia de Salud que han trascendido en los medios de comunicación fueron desarrollados en las siguientes noticias de medios nacionales: **“Cirugías plásticas en Colombia, un problema sin doliente”** (Julio 19, 2016); **“Entró en vigencia la Ley de Donación de órganos en Colombia”** (Agosto 9, 2016); **“Si no se opone en vida, usted será un donante de órganos”** (Agosto 13, 2016).

COSTA RICA

I.-Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

El 6 de septiembre se aprobó **la Ley n°9402**, el Convenio de Cooperación Regional para la Creación y Funcionamiento del Centro de Cooperación Regional para la Educación de Adultos en América Latina y el Caribe. Costa Rica, entre otros países, se compromete a cooperar en educación formando personal especializado e intercambiando documentos y materiales resultantes de la cooperación con organismos e instituciones. Se crea el Centro de Cooperación Regional para la Educación de Adultos en América Latina y el Caribe, que tiene el carácter de un Organismo Internacional Autónomo con personalidad jurídica y patrimonio propios, al servicio de los países de América Latina y del Caribe.

El 19 de octubre se aprobó **la Ley n° 9404** para la prevención y el establecimiento de medidas correctivas y formativas frente al acoso escolar o "bullying".

En el campo de la salud:

El 21 de abril el Gobierno de la República de Costa Rica y el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento aprobaron **el contrato de préstamo n° 8593-CR para la financiación del Programa por Resultados para el Fortalecimiento del Seguro Universal de Salud en Costa Rica** con el objetivo de contribuir a la mejora de la oportunidad y la calidad de los servicios de salud; y la eficiencia institucional de la Caja Costarricense de Seguro Social. La iniciativa del Poder Ejecutivo se aprobó el 25 de agosto por un montante de US\$420 millones.

El 21 de julio se aprobó **el Convenio de Minamata sobre el mercurio para la protección de la salud humana y el medio ambiente de las emisiones y liberaciones antropógenos de mercurio y compuestos de mercurio.**

El 22 de diciembre la Junta Directiva de la Caja Costarricense de Seguro Social aprobó **la reforma Reglamento del Seguro de Salud de la Caja Costarricense de Seguro Social** para permitir la facturación de la atención médica en caso de que en los tres días siguientes a la asistencia facultativa no se presente el documento de identidad.

II.-Jurisprudencia

En el campo de la salud:

La Sala Constitucional el 20 de enero de 2016 defensa la dignidad humana y el derecho a la salud e integridad física y moral en **la Sentencia 00807 (Expediente :16-000005-0007-CO)**. Impuso a la Sección de Celdas la adopción de medidas adecuadas y necesarias para garantizar el suministro de alimentos a las personas privadas de libertad que ingresan a celdas fuera de los horarios normales establecidos por convenio administrativo.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

A lo largo del 2016 se ha debatido **el Proyecto de Ley n°19019 sobre la educación dual que faculta a los alumnos mayores de 15 años** a combinar la formación teórica en un centro educativo con la formación práctica en empresas formadoras. Algunos parlamentarios la defienden señalando que permite dotar de recursos y experiencia a los estudiantes. Otros, sin embargo, muestran su preocupación ya que temen que los estudiantes no reciban los conocimientos necesarios para aprobar los exámenes de bachillerato, no pudiendo acceder a la educación superior.

Durante 2016 la mayoría de los sindicatos de la educación y salud han apoyado huelgas en favor de la defensa de la Caja Costarricense del Seguro Social y del presupuesto educativo, además de mostrar su **oposición a la educación dual en secundaria**.

En el campo de la salud:

Expertos en sanidad mostraron a lo largo de 2016 su deseo de **dotar al sistema del Seguro Social de sostenibilidad financiera y promover la salud y prevención de enfermedades**.

CÔTE D'IVOIRE

I. Législation et politiques publiques

Après l'adoption de la **loi n°2016-886 du 8 Novembre 2016 portant Constitution de la République de la Côte d'Ivoire** (publiée au Journal Officiel n°16 du 9 novembre 2016), les articles 9 et 10 de la nouvelle Constitution de Côte d'Ivoire consacrent le droit à l'éducation. L'article 9 de cette loi consacre aussi le droit à la santé.

Dans le domaine de l'éducation :

Dans le domaine de l'éducation, les politiques publiques ont consolidé le **socle commun de connaissances et de compétences**, permis la **construction de collège de proximité avec des professeurs bivalents** et mis en place deux plans : **un plan de politique générale sur l'éducation et un plan d'action pour l'éducation 2030**.

Les politiques publiques ont aussi permis d'appliquer le **programme de distribution gratuite de kits scolaires, une carte scolaire, la gratuité pour une catégorie d'enfants pour le cycle primaire et l'aide pour l'insertion de ceux du cycle secondaire dans les établissements scolaires publics nationaux et une initiation à l'alphabétisation pour les enfants réfugiés de plus de 14 ans**.

Dans le domaine de la santé :

La **loi portant régime de Biosécurité** adoptée s'applique aussi au domaine de la santé et vise à réglementer les modifications génétiques des bactéries pour la fabrication de médicaments, la création de plantes riches en protéines nutritives.

Dans le domaine de la santé, les politiques publiques se sont basées sur une **Politique Nationale de Développement Sanitaire (2016-2020)** suivi du **Plan de suivi-évaluation du PNDS 2016-2020**, adopté en Juin 2016.

La **Politique d'amélioration de la qualité des soins et services de santé** en Côte d'Ivoire fut mise en place le 3 octobre 2016.

La **politique de gratuité des soins de santé pour les enfants et les mères et l'actualisation de la Carte sanitaire de la Côte d'Ivoire, le recensement des établissements de soins publics ou privés de Côte d'Ivoire, de même ceux qui exercent la médecine traditionnelle** sont à relever en 2016.

Enfin, un **Plan National Multisectoriel de Nutrition** pris en 2016 couvre la période 2016–2020.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

A l'occasion des rendez-vous du gouvernement organisé par le Centre Ivoirien de Communication Gouvernementale (CICG), **la Ministre en charge de l'Education Nationale a**

échangé avec les acteurs (Journalistes et professionnels) sur la politique de Côte d'Ivoire en matière d'éducation et ce dans le cadre de la rentrée scolaire 2016-2017.

ECUADOR

I.- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

Las reformas a la Ley Orgánica de Educación Superior de 2010 por el Código Orgánico de la Economía Social de los Conocimientos, Creatividad e Innovación, de 9 de diciembre de 2016 fueron publicadas en 2016.

La ley Orgánica de Extinción de las Universidades y Escuelas Politécnicas suspendidas por el consejo de evaluación, acreditación y aseguramiento de la calidad de la educación superior (CEAACES) y, mecanismos para asegurar la eficiencia en la distribución y uso de recursos públicos en el sistema de educación superior, fue publicada en diciembre de 2016.

Las reformas, la ley y los mecánicos consisten en requisitos y exámenes de ingreso a universidades públicas, sometimiento a contraloría, prohibición de tener activos en el exterior y controles en cuanto a su financiamiento.

Las reformas a la Ley de educación intercultural de 2011 por el Código Orgánico de la Economía Social de los Conocimientos, Creatividad e Innovación de 9 de diciembre de 2016 y la **Ley Orgánica de Cultura**, publicada el 30 de diciembre de 2016 establecen regulaciones para estructura, niveles, modalidades, del Sistema Nacional de Educación, con énfasis en pluriculturalidad. Unifican exámenes de ingreso a universidades, **reivindica el derecho a la educación en ámbitos inter culturales con identidad cultural y dentro del buen vivir**.

En el campo de la salud:

La ley orgánica que regula a las compañías que financien servicios de atención integral de salud pre pagada y a las de seguros que oferten cobertura de seguros de asistencia médica fue publicada el 17 de octubre de 2016, considerando la salud como un derecho y no mercancía pretende regular y controlar la constitución y funcionamiento de compañías de medicina pre pagada y establece requisitos legales para la prestación de dichos servicios.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

El 6 de enero de 2016, **la sentencia n°0 001-16-SIN-CC** trata del caso sobre inconstitucionalidad de la Ley del Artesano en los ámbitos de igualdad y no discriminación, laboral, administrativo y educativo. Sirvió como base para la elaboración en agosto de 2016 de un proyecto para una ley que derogue la antigua, misma que databa de 1997, dándose la creación de la Ley de Defensa al Artesano en el 2016.

En el campo de la salud:

El 1 de diciembre 2016, **el Corte Constitucional declara vulneración al derecho a la salud de una persona portadora de VIH a quien se le suspendió el suministro de medicamentos antirretrovirales**. Se estableció medidas de reparación integral en beneficio del accionante, así como también estableció reglas jurisprudenciales de obligatorio cumplimiento para evitar que hechos como este se vuelvan a repetir en el futuro.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

En torno al tema de la Ley del Artesano, los Artesanos realizaron plantones en los que resaltaban **su preocupación en cuanto a acceso a la educación en igualdad y no discriminación**, revalidaciones, reconocimientos de títulos, y reconocimiento de sus actividades como temas culturales dentro de las leyes de educación intercultural, así como de patrimonio cultural del país.

En el campo de la salud:

En cuanto al caso de vulneración **al derecho a la salud de una persona portadora de VIH a quien se le suspendió el suministro de medicamentos antirretrovirales**, se dieron varios debates públicos y campañas de sensibilización, en especial por parte de organizaciones de la sociedad civil.

ENGLAND

I. Legislation and public policy

In the field of education:

The Welfare and Labor Reform Act provides for reports on the progress made in apprenticeship and social security tax credits.

The Law on Education and Adoption reinforces the power of the Secretary of State in the field of education.

In the field of health.

The Act on Psychoactive Substances received Royal approval on January 28, 2016.

The Law on Innovation in Access to Medical Care provides access to innovative care and access for related purposes.

The Medical Care for Children Act received royal approval on March 16, 2016.

II- Jurisprudence

In the field of health:

The "**National Aids Trust -v- NHS England**" case of 2 August 2016 deals with the financing of HIV / AIDS drugs. According to this judgment, the pre-exponent prophylaxis (whose objective is to avoid the spread of HIV / AIDS) should be financed by the National Health Service.

III- Public debates

In the field of education:

At the University, **the difference between disadvantaged students and others** has prompted the government to promote cooperation between schools of disadvantaged environment and universities.

The government announced **large-scale funding projects in 2016**. For example, £ 1.5 million (about 2 030 000 dollars) will be allocated to young people to identify signs of mental illness, £ 4.4 million (about 5 960 000 dollars) will be invested in anti-harassment projects and £ 80 million (about 108 350 000 dollars) will be invested Support the creation of five new national colleges.

Councils working with vulnerable young people will receive £ 80 million (about 108 350 000 dollars) to promote opportunities for children with special needs for their education. To remedy the consequent growth of apprentices, new diplomas in apprenticeship will be created for the beginning of 2017 thanks to a development fund of several million pounds.

Consultations on financial support for part-time students and doctoral students through special loans were published in November 2016. The government announced a £ 200 million (about 270 805 000 dollars) aid for doctoral students in science and engineering.

The Forum on Girls' Education was held in England in 2016.

In the field of health:

Investments will be made in social care with a focus on care Social programs for vulnerable children: an education partnership program aimed at improving the training and education of social workers in 11 areas will be set up with £ 4.7 million (about 6 360 000 dollars).

Another report was devoted to **residential care for children and the idea of a Health Security Investigations Branch** was also studied through a report.

ESPAÑA

I.- Leyes y políticas públicas

El bloqueo de la situación política de 2016 ha frenado cualquier progreso en materia de reformas en los ámbitos de educación y sanidad.

En el campo de la educación:

El **Real Decreto-ley 5/2016 de 9 de diciembre modifica la Ley Orgánica 8/2013**, de 9 de diciembre (LOMCE), suspendiendo los efectos académicos de las evaluaciones finales en la ESO y Bachillerato hasta que se apruebe la normativa resultante del Pacto de Estado Social y Político por la Educación.

En el campo de la salud:

La Real Decreto-Ley 7/2016, de 23 de diciembre regula el mecanismo de financiación del coste del bono social y otras medidas de protección al consumidor vulnerable de energía eléctrica, a fin de reducir la pobreza energética de los consumidores vulnerables.

En esta materia también se dictaron **normas por las Comunidades Autónomas** como la Ley 9/2016, Aragón, Ley 10/2016, de la Región de Murcia, o la Ley 7/2016, de la Comunidad Autónoma de Extremadura.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

Tres sentencias del Tribunal Supremo (**STS 2384/2016**, **STS 5624/2016** y **STS 5599/2016**) condenan la falta de motivación de la denegación del concierto a tres centros educativos.

III.- Debates públicos

Ha existido una gran preocupación por **la aprobación de los PGE**, especialmente en relación al gasto dedicado a educación y sanidad, que se encontraba muy alejado de la media de los países de la Unión Europea. La indignación popular por los continuos recortes en años previos ha recibido mucha atención mediática. Estos recortes provocaron una serie de protestas en Andalucía por las interminables listas de espera, la falta de personal y, en general, la mala calidad de la sanidad andaluza. Además, esta reducción del gasto público ha agravado la discusión sobre la elección entre seguros públicos o privados y colegios públicos o concertados.

En el campo de la educación:

El principal debate en educación se ha centrado en torno a **la inseguridad sobre cómo el nuevo gobierno debería gestionar la controvertida LOMCE, conocida como "Ley Wert"**, cuyos efectos simplemente se han suspendido por el RDL arriba mencionado, y al deseo de que efectivamente se lleve a cabo el mantra políticamente correcto de alcanzar un pacto educativo.

Por último, los resultados de informe PISA en diciembre de 2016 volvieron a abrir el debate sobre **la calidad de la enseñanza en España y los retos**, tanto curriculares como presupuestarios, a los que se ha enfrentado en los últimos años.

En el campo de la salud:

Por otro lado, se ha producido **una considerable atención mediática en relación al derecho a la salud y la atención primaria de los inmigrantes en situación irregular**.

FRANCE

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

La loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels traite dans son chapitre 2 du développement de l'apprentissage comme voie de réussite et du renforcement de la formation professionnelle.

La loi n°2016-1828 du 23 décembre 2016 portant adaptation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur français au système de Licence-Master-Doctorant autorise les établissements à sélectionner les étudiants pour le deuxième cycle du Master.

Dans l'élan de la mobilisation de l'école pour les valeurs de la République et de la loi de refondation du 8 juillet 2013, plusieurs mesures ont été prises : **expérimentation d'un nouveau mode d'affectation des élèves depuis la rentrée 2016** (secteurs multi-collèges), l'enrichissement de l'offre de formation dans les établissements prioritaires.

En 2016, l'impulsion donnée à **la Semaine d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme** a été revêtue d'un caractère interministériel.

Dans le domaine de la santé :

La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé (qui s'inscrit dans la Stratégie Nationale de Santé lancée en 2013 par le Gouvernement) vise à permettre la réforme du système de santé autour de trois axes : le renforcement de la prévention et de la promotion de la santé, une amélioration du parcours santé des patients et l'amélioration de l'efficacité des politiques publiques. Les derniers décrets d'application de cette loi sont prévus pour décembre 2017.

La loi n°2016-87 du 2 février 2016 instaure de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

En mai 2016 fut lancée la Stratégie santé Outre-Mer (renforcement de la prévention, de l'accès aux droits, lutte contre la désertification médicale)

II.- Jurisprudence

Dans le domaine de l'éducation :

Le 19 octobre 2016, le tribunal administratif de Versailles a **condamné la commune de Ris-Orangis et l'Etat, à titre subsidiaire, dans le cas de décisions de la municipalité jugées discriminatoires et illégales**. Le maire avait refusé, en 2012-2013, de scolariser des enfants puis avait mis en œuvre des modalités discriminatoires de scolarisation "en raison de leur origine rom", dans une classe spéciale, hors de tout établissement scolaire. Est reconnue le "préjudice moral résultant de l'humiliation ressentie à raison des difficultés rencontrées pour obtenir la scolarisation" (décision de justice du tribunal de Versailles, n°1305559, du 19 octobre 2016).

Dans le domaine de la santé :

Dans le domaine de la santé, **le Conseil constitutionnel a rendu une décision le 21 janvier 2016 sur la compatibilité de la loi de modernisation du système de santé avec les dispositions de la Constitution**. La décision a écarté les dispositions de la loi contraire à la Constitution avant sa promulgation le 26 janvier 2016.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Les débats publics sur l'école portent essentiellement sur les points suivants : **inégalités du système éducatif, manque de mixité sociale, performance du système éducatif, réformes engagées par l'Education nationale depuis 2013 (donnent lieu à de nombreuses controverses), statut et recrutement des fonctionnaires, réforme des rythmes scolaires et la nécessité d'accroître la marge de manœuvre des établissements**. Ces débats furent ravivés à l'approche des élections présidentielles et législatives de 2017.

Les 2 et 3 mai 2016, les **Journée de la Refondation de l'Ecole de la République** ont réuni 2000 acteurs et 70 intervenants. En Mai 2016, le Défenseur des droits a rendu un rapport sur les droits fondamentaux des étrangers en France, soulignant des décisions discriminantes (refus d'inscrire un enfant à l'école en raison de l'absence de titres de séjour ou d'attestation de domiciliation) et des attitudes parfois vexatoires pour les familles.

En Novembre 2016, un séminaire sur le thème du **décrochage scolaire** a abouti à la signature d'une convention de partenariat entre l'association C'possible sur la sensibilisation et l'accès des collégiens et lycéens au monde de l'entreprise. Le 21 Novembre 2016, un rapport du Défenseur des Droits traite du droit fondamental à l'éducation pour les enfants et souligne le fossé entre l'existence de ce droit et son effectivité en France.

Le CNESCO et le Centre international d'études pédagogiques ont organisé en partenariat avec le secteur de l'éducation de l'UNESCO et l'Agence européenne pour l'éducation inclusive et adaptée, une **conférence sur le thème de l'école inclusive pour les élèves en situation de handicap**. Dans l'élan de la mobilisation de l'école pour les valeurs de la République et de la loi de refondation du 8 juillet 2013, plusieurs mesures ont été prises telles que l'expérimentation d'un nouveau mode d'affectation des élèves depuis la rentrée 2016 (secteur multi collège).

La Semaine d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme a donné lieu à des actions riches et diversifiées portées par les acteurs de l'école et ses partenaires (associations, établissements scolaires et culturels, universitaires, clubs sportifs...).

En 2016, la Commission Nationale des Droits de l'Homme a organisé un **colloque intitulé "Ouvrir le regard porté sur l'Autre"**, qui a réuni près de 200 personnes.

Dans le domaine de la santé :

Dans le domaine de la santé, les débats se concentrent notamment sur **l'accès et le coût des soins et la lutte contre la désertification médicale, par la contrainte ou l'incitation (mise en place des maisons de santé réunissant divers praticiens, liberté d'installation des médecins, redéfinition des critères de présence des hôpitaux et des maternités...)**.

Les débats portent également sur la **procréation médicalement assistée** (PMA) pour toutes les femmes (la PMA est actuellement autorisée pour les couples hétérosexuels en France, mais interdite aux couples homosexuels), sur **la gestation pour autrui**, interdite en France et **sur la dépénalisation des consommateurs de cannabis**.

GUATEMALA

I.- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

En 2013 se proyectó una **Ley para la Subvención Educativa en áreas Marginales y Rurales** a través de la Fundación Educativa Fe y Alegría (Decreto n° 005-2016).

Ese mismo año se aprueba mediante el **Decreto n° 004-2016** el Convenio entre el Gobierno de la República de Guatemala y el Gobierno de la República Federal de Alemania sobre Cooperación Financiera 2008 "Programa de Educación Rural en Guatemala PROEDUC V, suscrito en la Ciudad de Guatemala el 19 de noviembre de 2012".

En el campo de la salud:

Por último, en 2016, a través del **Decreto n° 030-2016**, se aprueba el Acuerdo Marco en todas sus cláusulas, para la Cooperación Financiera No Reembolsable otorgada por "El Fondo Mundial de lucha contra el VIH y Sida, la Tuberculosis y la Malaria", para garantizar la salud de la población con padecimiento de cualesquiera de las citadas enfermedades.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

La Corte de Constitucionalidad de Guatemala falló en relación al Derecho a la educación bilingüe intercultural (**Sentencia de 5 de julio de 2016**, Exp. Ac. 4783-2013, 4828-2013 y 4813-2013). En dicho fallo, apuntala la necesidad de protección y justiciabilidad de los derechos a la educación, a la identidad cultural y al idioma materno, no sólo en el plano individual sino también en el colectivo, en el marco de los denominados Derechos Económicos. Dicho tribunal, además, ilustra acerca del valor y trascendencia de la Educación Bilingüe Intercultural, en función de la generación y desarrollo de convivencia verdaderamente democrática e incluyente en una sociedad étnica, lingüística y culturalmente diversa como la guatemalteca.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

En lo relativo a Educación, el debate público es amplio y ha abordado varios temas: **la insuficiencia de fondos para la reconstrucción de escuelas posterior a desastres naturales, la inexistencia de suficientes maestros para abarcar las necesidades del país, y los existentes exigen mejoras a su pacto colectivo de condiciones laborales, incluso mediante bloqueos ilegales a aduanas y carreteras y algunas de esas protestas han incluido a estudiantes.** Además, se cuestiona la **gratuidad de la educación**, ya que el Estado no tiene los recursos para ofrecer educación idónea de forma gratuita; se han recibido apoyos de otros países.

En el campo de la salud:

En lo concerniente a la Salud, **se destaca que el sistema de salud en Guatemala no es funcional:** en el año 2016 los hospitales se encontraban desabastecidos y no existían

condiciones adecuadas para la operación de sistema de salud. Se consideró declarar el Estado de Calamidad del sistema de salud. La Procuraduría de los Derechos Humanos (el ombudsman local) ratificó esta opinión y llegó a pedir que se declarara el estado de calamidad. En respuesta a dicha situación, el Gobierno del presidente Jimmy Morales impulsó en el 2016 una Reforma al Sistema de Salud, que apunta objetivos a largo plazo para crear una mejor estructura para atender a la población.

HAITI

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Le Plan d'action prioritaire du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (Avril- Juin 2016) permet aux directions techniques et structures déconcentrées du Ministère de l'Education Nationale de développer une synergie visant une gestion axée sur les résultats en vue de fournir des services éducatifs de qualité à la population.

Le Pacte national d'éducation est la réponse durable aux problèmes des enseignants. Proposé par le ministre de l'éducation Nesmy MANIGAT, ce Pacte s'assure une amélioration des conditions des enseignants sur la période 2016-2020. Il a spécifiquement trait au recrutement et au salaire des enseignants.

Le Pacte national pour une éducation de qualité interpelle l'Etat à mettre en œuvre les sept engagements suivants de 2016-2020 : accroître et réhabiliter l'offre publique scolaire, doubler au moins le financement de l'éducation, soustraire le système éducatif au clientélisme et des influences politiques néfastes, mettre en œuvre le statut particulier des personnels de l'éducation, promouvoir la formation "tout au long de la vie", développer et améliorer la qualité de l'enseignement technique et professionnel.

Dans le domaine de la santé :

En novembre 2016, une **politique nationale des laboratoires** a été envisagée d'ici 2017.

Le 1^{er} décembre 2016, le Ministère de la Santé Publique et de la Population a entrepris des **mesures visant à garantir le droit à la santé de la population sur une période avancée comme contre certaines épidémies** qui font rage en Haïti et ailleurs spécialement sur le SIDA.

En août 2016, le Ministère de la Santé Publique et de la Population a présenté **son plan d'élimination de choléra** sur le moyen terme d'ici 2022.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Au cours de l'année 2016, la société civile a estimé que l'État Haïtien avait pris en compte la question du droit à l'éducation. Elle a souligné que c'était le point central des priorités du Gouvernement, avec la mise sur pied du Programme de Scolarisation Universelle Gratuite Obligatoire (PSUGO). Ce programme visait le renforcement du programme d'alimentation scolaire pour encourager la fréquentation et limiter ainsi le taux de déperdition scolaire, ainsi qu'un nouveau système de transport gratuit.

Cependant, malgré tous ces changements opérés par l'État et le fait que les associations de professeurs estiment que le taux de scolarisation est passé de 78 à 90% de 2011 à 2016 avec le programme PSUGO, la société civile estime que **le système éducatif haïtien** ne répond pas aux exigences internationales.

Il est soutenu entre autres que **la réforme éducative n'est pas appropriée** car elle accentue les failles du système : l'infrastructure éducative est insuffisante. Des analyses plus approfondies ont fait remarquer que très peu de femmes et de filles ont accès à l'éducation dû par exemple à des grossesses précoces

Dans le domaine de la santé :

Les ONG et les medias pensent **que l'accessibilité aux soins de santé reste un défi majeur** pour l'État haïtien, et soulignent notamment la création de centres hospitaliers dans les communes et départements.

IRELAND

I. Legislation and public policy

In the field of education:

Ireland passed no relevant acts on Education in 2016.

However, the main issue concerning education in Ireland was on **the Education (Admission to Schools) Bill**. Although this bill has not been enacted by the legislative branch yet, its content is relevant in this field. The argument provided in the bill by the government for its approval is that a school shall not discriminate in its admission of a student to the school on specified grounds and that in certain cases the Minister may issue a direction to a board of management in relation to the admission of students to a school. However, its efficiency has been widely criticized by part of the society who states that the main goal behind it is the opposite of what it seems. This will be further analyzed in the "Public Debates" section.

In the field of health:

Concerning Health, many Acts have been passed in 2016 in Ireland. Of all of them, many are just **amendments to previous Acts** (like the ones relating to the Health Act and the Health Insurance Act).

A significant Act on the issue is **the Social Welfare Act, enacted in 2016**. Although these act covers a wide variety of topics relating social issues, it also legislates on health issues worth mentioning, such as maternity benefits, child benefits, social insurance benefits or social assistance payments, among others.

II- Jurisprudence

In the field of education:

In relation to Education, the judgement from the Supreme Court of Ireland named the case "E.D. (Education) -v- Refugee Appeals Tribunal & Anor" was published on December 21st, 2016. This case is on the denial of the refugee status based on likely ethnic discrimination considered persecution in access to educational facilities if returned to Serbia. **Supreme Court confirms denial of refugee status due to legal reasons but claims consideration for humanitarian reason next time.**

In the field of health:

In the field of Health, there was a known case on wrongdoing by doctor in attending a child who, as a result of that, now suffers from brain paralysis. This case is "**Barry (A Minor) -v- National Maternity Hospital**" (judgement delivered on July 13th, 2016). The main issue in this case was on the amount of money that the State would have to face in order to cover the expenses of the treatment of the child and on the extension of the State's responsibility on the wrongdoing. An important part of the Court's statement is the refusal of the argument of "one size fits all" as a solution to the problem. Through this refusal, the Supreme Court determines that "different cases may turn up unusual facts or circumstances which require the court to approach the application of the general principle of attempting to put the plaintiff back in the position in which they would have been had there been no wrongdoing in a manner which may not be suitable in other cases and other circumstances". The idea

behind this argument is that cases are different from each other and that, therefore, there cannot be a unified response towards these cases, but a determination of the State's responsibility and duty to pay a compensation depending on the circumstances of the case.

III- Public debates

In the field of education:

Concerning Education, in 2016, **the most important debates were on the Education (Admission to Schools) Bill 2016**. However, this bill has not become an Act yet, as the Department of Education and Skills of Ireland has targeted this bill to be enacted before September 2017. In relation to the School Admissions Bill the main issue was that under Irish legislation, religious schools, which are beneficiaries of public funds, were able to discriminate children from other faiths than their own by placing them lower in the waiting lists. Perhaps, what this means is that children from the same faith as schools would have preference over other children. Moreover, the debate focused on whether Ireland was violating the UN Convention on the Rights of the Child and the Convention on the Elimination of Racial Discrimination, of which Ireland is signatory.

In the field of health:

On the other side, in relation to Health, there was a debate on **abortion**. An important issue going on with abortion was the case of Amanda Mellet, who was forced to leave Ireland to terminate with her pregnancy in the UK. The reason why this case became important in 2016 after being judged a few years before is because the UN Human Rights Committee considered that the Irish government's decision of not allowing her to undergo an abortion in Ireland was "cruel and inhumane".

A second debate on **surrogacy** took place in 2016. In 2016 surrogacy was a common debate in the European Union as the European Parliament voted against its legalization in December 2016. Moreover, in Ireland, many conferences took place in this year on whether it should be legalized or not. Two of the main ones took place in Dublin and Galway. The main topics on these conferences were about if surrogacy has to be altruistic or with costs and on the children's' human rights in cases of disabilities. Furthermore, in one of the conferences they explained about surrogacy that it is "about adults having what they want rather than children having what they need".

ITALY

I. Legislation and public policy

In the field of education:

The law n°241/December the 1st 2016 is a cooperation agreement between the Italian government and the Czech Republic's to promote technological and scientific research collaboration in the wider context of education for the youth.

The law n°235/December the 1st 2016 is a cooperation agreement between the Italian government and the Tajikistan's on cultural, technological and scientific collaboration based on the intention to integrate and reciprocally promote cultural knowledge.

The law n°89/May the 26th 2016 is the revision of the previous law decree n°. 42/March the 29th 2016 on the functioning of the scholastic and research system. It provides funding for the realization of projects in the area of languages and cultural traditions of historical minorities.

In the field of health:

The law n°236/December the 11th 2016 addresses the issue of organs' trafficking and recognizes it as crime.

The law n° 167/August 19th 2016 grants essential levels of assistance in the prevention of hereditary neonatal metabolic diseases and treatments.

II- Jurisprudence

In the field of education:

The Cassation Court took one decisions on health issues: **Cassazione III civile, November the 8th 2016, n° 22606, on the importance to check the medical records as responsibility of the doctor.**

III- Public debates

In the field of education:

In the area of the right to education, a **Conference on environmental education** in Rome was the biggest event dedicated to the discussion of educational issues. The public arena didn't discuss much on these issues, except in the context of the Referendum to the Constitution.

In the field of health:

There has been a great mediatic and parliamentary interest in **the Reform proposed by the former premier Matteo Renzi that would have changed the sanitary and educational system** due to the proposed new division of interest areas of State and Regions.

Besides the wide discussion on the Reform, there has also been a debate on **the vaccinations**, long present in the arena of the public discussion. The debate was raised,

between others, because in Emilia-Romagna, with the regional law n°19/November the 25th 2016, vaccination was declared necessary to access the educational services and public recreative spaces. This brought the discussion at the political and parliamentarian level throughout the 2016.

KENYA

I. Legislation and public policy

In the field of education:

"**The Nandi County Education Fund Act**", n°1 of 2016 has as objectives to establish a legal and institutional framework to facilitate greater access to education for all residents of Nandi County by supplying funds, to provide scholarships and grants, improving equity in education for all residents and a better literacy level. It also aims to ensure that a specific portion of the county's annual budget goes to the education fund for the purposes of this law.

"**The Marsabit County Early Childhood Development and Education Act**" n° 9 of 2016 entry into force on December 30. The main objectives are to plan and make efficient the management of early childhood centers and / or pre-primary education and in addition to ensure the development of children and education in Marsabit County, Kenya.

Concerning primary and secondary education, **Mr. Kenyatta, the President of Kenya, has pledged to make it absolutely public within the next 5 years**, in such a way as to ensure equity and accessibility for all children in the country. Its government will continue to support education and provide more resources to educational institutions with priority to national schools. To emphasize that access to education in recent years has contributed to reduce the ablation and child marriages, practices that are still carried out in some tribes.

In the field of health:

"**The Marsabit County Health Services Act**" n°7 of 2016, effective on June 23th, promotes health services in Marsabit County. It focuses on ensuring good health care for each individual through the establishment of health facilities, the promotion, and the provision of health services by private and public institutions providers. It is also deals with the promotion, compliance and protection of the highest standards of health services attainable by the county government for all its inhabitants. This includes reproductive health, general medical services, and emergency medical care.

"**The health records and information managers act**" n° 15 of 2016 (Nairobi, May 26) is an act of Parliament for the training, registration and licensing of health records and information workers. It also regulates practices, organizes the establishment, powers and functions of health records and the board of information managers for related purposes.

II- Jurisprudence

In the field of education:

In education, the case "**Nabulime Mariam and others vs. the Legal Education Council and others 5**", is a request for judicial review 377 of 2015, in which the Kenya High Court took part in Nairobi, on May 9, 2016. It is a petition challenging the decision of the Legal Education Council to reject the application for registration of the petitioners to participate in the Lawyers Training Program for 2015/2016. The petitioners pointed out that their right to equality and non-discrimination were violated and that the defendant violated the claimants' right to education. Clarification on the extent to which the court interferes with policy issues or decisions made in pursuance of a policy were ruled.

In the field of health:

The petition (case) 329 of 2014 considered by the High Court of Nairobi on March 24, 2016 focused on imprisonment of persons infected in prison for medical reasons. The question was about the fact that their imprisonment may constitute a breach of their constitutional rights. It covers the prism of fundamental rights and freedoms, the right of human dignity, the right of freedom of movement and the constitutional obligation or not of the State against victims with tuberculosis, in accordance with the Public Health Law. Reference to the World Health Organization are made in the provisions of the Public Health Act condemning this treatment as a form of isolation related to segregation.

III- Public debates

In the field of health:

The draft bill of the Kenyan Parliament on cancer prevention and control named "The cancer prevention and control (Amendment) bill, 2016" revived the topic related to the proposition of amendments of the law of 2012 on cancer prevention and control. The goal is to reach prevention through the training of medical staff in the specialized field of oncology to include cancer treatment as part of the provision of primary care and to incorporate the use of e-health and telemedicine.

In Kenya, there is a **deterioration of the public health system**, causing the emergence of private dispensaries that focus on economic profitability and not on patient healing. 52% of the population lives below the poverty line.

MADAGASCAR

I.- Legislations et politiques publiques

La loi portant sur les finances pour 2017 (Loi n° 2016 – 032) adoptée le 28 décembre 2016 traite du développement du pays et de ses lois pour continuer ses engagements au niveau National.

Dans le domaine de l'éducation :

Concernant l'éducation, afin d'améliorer le capital humain du pays, le gouvernement veut implémenter la **construction et la réhabilitation des infrastructures d'éducation et amélioration de l'accès à l'éducation de base**. La loi portant sur les finances pour 2017 a pour objectif l'amélioration de la qualité de l'éducation pour être à la norme internationale à travers les renforcements des capacités des enseignants. Par ailleurs, au niveau de l'Enseignement Technique, des efforts seront notamment entrepris pour la promotion et valorisation des Lycées techniques et professionnels, la densification des centres de formation professionnelle. Les trois principaux axes stratégiques sont maintenus pour l'Enseignement Supérieur : l'efficacité de basculement vers le système Licence, Master, Doctorat (LMD), la complémentarité positive entre les activités de recherche et les Ecoles doctorales à Madagasikara et l'atteinte de l'objectif de la paix sociale durable.

Dans le domaine de la santé :

Concernant la santé, la loi vise à permettre aux populations démunies d'avoir un **accès aux soins de base de qualité**. Elle prévoit notamment l'intensification du programme élargi de vaccination, la diminution du taux de mortalité néonatale, des enfants de moins de 5 ans, et maternelle, la réduction du taux de prévalence des principales maladies transmissibles, non transmissibles, le renforcement de la surveillance épidémiologique, la promotion de la lutte contre les épidémies et les maladies émergentes et la lutte contre les troubles dus à la carence en iode et en fluor.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de la santé :

Une discussion sur l'élaboration d'un plan stratégique pour la lutte contre le paludisme a eu lieu du 22 novembre au 25 novembre. Les actions pour accélérer la pré-élimination du paludisme ont été soulignées. Un centre de formation et de l'Insectarium de la Direction de Lutte contre le Paludisme a été inauguré lors de cet événement.

Le salon Harmonisation des Initiatives en Nutrition sécurité Alimentaire s'est déroulé en 2016. Il a réuni des acteurs de la société civile et portait sur le thème "une semaine de solidarité pour la nutrition".

MÉXICO

I.- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

Sobre educación, hubo una reforma en el 18 de marzo 2016, lo más relevante fue **la reorganización del Consejo Nacional de Fomento Educativo**. Se fortaleció la impartición de los servicios de educación inicial y básica bajo el modelo de educación comunitaria, en localidades rurales e indígenas que registran altos niveles de marginación y/o rezago social.

En el campo de la salud:

El 19 de diciembre 2016, **adicionó diversas disposiciones al Reglamento de la Ley General de Salud** (en adelante, LGS), en materia de prestación de servicios de atención médica. Hace referencia a las disposiciones para la atención de urgencias obstétricas para las mujeres.

El 16 de diciembre 2016, **reformó y adicionó los artículos 61 y 64 de la LGS**. Hace referencia a la protección materno-infantil y la promoción de la salud materna, que abarca el período que va del embarazo, parto, post-parto y puerperio.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

En el campo del derecho a la educación básica y superior, se reafirma que todo ciudadano mexicano tiene el derecho a la educación básica y superior, y el Estado la obligación de garantizarla el 2 de diciembre de 2016 [Sentencia [TA] ; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 365. 1a. CCLXXXV/2016 (10a.)].

En el campo del derecho a la educación pública superior, se sostuvo que el estado mexicano tiene la obligación de implantar progresivamente su gratuidad el 2 de diciembre de 2016 [Sentencia [TA] ; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 365. 1a. CCXC/2016 (10a.)].

En cuanto al derecho fundamental a la educación básica, se sostuvo que este derecho tiene una dimensión subjetiva como derecho individual y una dimensión social o institucional, por su conexión con la autonomía personal y el funcionamiento de una sociedad democrática el 2 de diciembre de 2016 [Sentencia [TA] ; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 367. 1a. CCLXXXVII/2016 (10a.)].

Fue sostuvo que el derecho a la educación es un derecho fundamental indispensable para la formación de la autonomía personal y el funcionamiento de una sociedad democrática, así como para la realización de otros valores constitucionales el 2 de diciembre de 2016 [Sentencia [TA]; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 369. 1a. CCLXXXVI/2016 (10a.)].

En el campo de la salud:

El derecho a la protección de la salud y la dimensión individual y social fue protegidos en la sentencia de 25 de noviembre de 2016 [Sentencia [TA]; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 36, noviembre de 2016; Tomo II; Pág. 895. 1a. CCLXVII/2016 (10a.)].

El derecho a la protección de la salud fue protegido y se sostuvo que su instrumentación respecto de individuos privados de la libertad debe operar en el contexto regulatorio de los centros de reclusión en donde se encuentren el 2 de septiembre de 2016 [Sentencia [TA]; 10a. Época; T.C.C.; Gaceta S.J.F.; Libro 34, Septiembre de 2016; Tomo IV ; Pág. 2656. I.8o.A.2 CS (10a.)].

En el campo de los derechos humanos a la salud y a un medio ambiente sano, se sostuvo que la eficacia en el goce de su nivel más alto, implica obligaciones para el Estado y deberes para todos los miembros de la comunidad el 15 de julio de 2016 [Sentencia [J] ; 10a. Época; T.C.C.; Gaceta S.J.F.; Libro 32, Julio de 2016; Tomo III ; Pág. 1802. I.7o.A. J/7 (10a.)].

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

La educación se vio afectada por los sindicatos : Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación y la Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación, quienes se encuentran en contra de las reformas educativas, y tomaron planteles de toda la República e impidieron el acceso a las escuelas. Por otro lado, la **Auditoría Superior de la Federación** concluyó la malversación en perjuicio del presupuesto a la educación, debido a que el 92% de los gastos no se han podido comprobar (65 millones de dólares aproximadamente); además, su presupuesto se vio recortado en dos ocasiones durante el año.

En el campo de la salud:

En materia de salud, se presentaron **numerosas quejas ante ONGs y la Comisión Nacional de Derechos Humanos por violencia obstétrica**, específicamente a grupos vulnerables de mujeres (privadas de la libertad e indígenas). La Zona Metropolitana de la capital sufrió de diversas contingencias ambientales, durante las cuales los gobiernos de las entidades afectadas no actuaron de manera eficiente.

Ambas materias se han visto afectadas por la corrupción, cuyos casos fueron investigados por la prensa y llevados a la justicia por la sociedad. Entre ellos se encuentra el ex gobernador del Estado de Veracruz, Javier Duarte, quien desvió entre 2015-16 recursos destinados a estos rubros que hacienden a un aproximado de 256 millones de dólares; como consecuencia y violando al deber de cuidado de la salud, proporcionó quimioterapias y pruebas de VIH-Sida falsas, así como medicamentos caducos.

PAKISTAN

I.- Legislation and public policy

The law which sets into effect the Financial Proposals of the Federal Government includes certain measures adopted on education and health by the Parliament of Pakistan, which received the approval of the President on June 24th, 2016.

In the field of education:

The aforementioned law, in relation to education, includes fiscal advantages for the funding of education for the families who do not reach a minimum economic level, and for the purchase of scientific and technical material for the impartation of scientific, educative or cultural seminars.

In the field of health:

The law which gives effect to the Financial Proposal of the Federal Government allows the Pakistanis to request a fiscal loan annually, in case they contribute money to a private medical insurance.

Moreover, in 2016 a **Law for the Reconstitution and Reorganization of the Health System of Pakistan** was approved. In this text, passed on March 25th, 2016, it is foreseen to entitle the Pakistani health system with enough financial and administrative autonomy to ensure the efficient functioning of the system.

II.- Jurisprudence

No jurisprudence was found for this country.

III.- Political debates

In the field of education:

As far as education is concerned, Pakistan is the second country in the world, only after Nigeria, with **the highest number of out-of-school children**. Approximately 35% of the population of Pakistan is under 14 years old, reason why the government must address a considerable allocation in education which guarantees the development of the needed competences for students to be able to apply for positions. Non-governmental organizations boosted and managed education in many schools.

In the field of health:

Pakistan is one of the countries which spend less public funds in education and health. For that reason, **the residents with more purchasing power hire private health insurances**, while the rest of the population faces a clear lack of protection. To face that situation, since 2015, a public health system which could cover all citizens has been defended in Pakistan.

In the last quarter of 2016, the Planning Commission promoted the formation of **a working group for mental health** in order to work on effective strategies for the promotion of positive mental health and the prevention of psychosocial adversity. Its purpose is to give a

response to the widening load of diseases and disabilities caused by mental, neurological and narcotic substances-producing mental disorders.

PANAMA

I.- Leyes y políticas públicas

A través del Decreto Ejecutivo nº 28169-A, **la Ley 60 de 30 de noviembre de 2016** reforma la Ley 29 de 2002 sobre la menor de edad embarazada y amplía una serie de disposiciones referentes a dicha materia (Gaceta Oficial: 28169-A). La mencionada Ley busca garantizar un progreso en la calidad de vida de las adolescentes embarazadas, y preservar la ética y la integridad personal de las mismas. Para ello, lleva a cabo una serie de normas que reconocen derechos básicos como la salud, educación, asistencia médica y la orientación social, psicológica y legal.

En el campo de la educación:

En lo referente a la educación, de entre la normativa emanada durante el año 2016 destaca **la Ley 19 de 2016** por la cual se aprueba el acuerdo cultural entre el Gobierno de la República de Panamá y el Gobierno del Reino de Marruecos, hecho en la ciudad de Panamá, el 12 de enero de 2016 (Gaceta Oficial: 28071-A).

El **Decreto Ejecutivo nº 878 de 28 de septiembre de 2016** crea el sistema integral de mejoramiento de la calidad de la educación y su componente de evaluación institucional denominado programa integral legislativo (Gaceta Oficial: 28127-A).

El **Decreto Ejecutivo nº 210 de 2016** crea la Dirección Nacional de Mantenimiento en el Ministerio de Educación (Gaceta Oficial: 28024).

Por último, **el Decreto Ejecutivo nº 83 de 2016** implementa de manera gradual el funcionamiento de la etapa de observación, experimentación y diagnóstico de “la jornada extendida escolar para todos” (Gaceta Oficial: 27977-A).

En el campo de la salud:

La Ley 57 de 30 de noviembre de 2016 (Gaceta Oficial: 28169-A) establece la protección legal para las personas que auxilian y atienden emergencias y urgencias (buen samaritano).

La Ley 17 de 2 de junio de 2016 fomenta la protección de los conocimientos de la medicina tradicional indígena (Gaceta Oficial: 28063 -B). Dicha normativa tiene como objetivo proteger y promover el respeto de los conocimientos de la medicina tradicional indígena y crear mecanismos de protección del conocimiento tradicional a través del sistema especial de propiedad colectiva.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

En materia de educación, tuvo gran repercusión el fallo emitido por la **Corte Suprema con fecha de 16 de mayo de 2016** que obligaba a Meduca (Ministerio de Educación) al pago de 100 mil dólares por daños y perjuicios (50.000 dólares a cada padre), tras la muerte de una estudiante en la escuela Japón en el año 2012, debido a una mala prestación del servicio público.

En el campo de la salud:

El 27 de octubre de 2016, la Corte Suprema de Justicia dictó un fallo en el que revocó la Resolución n°1655 del Ministerio de Salud, con fecha de 14 de diciembre de 2015. En dicha resolución, el Ministerio de Salud prohibió a las entidades públicas como la Caja de Seguro Social (CSS) de requerir condiciones diferentes a las establecidas en la Ley n°.1 de 2001 sobre medicamentos. Es por ello que ahora, los medicamentos que ingresen en el país, y que se consideren de alto riesgo sanitario, deberán contar con el aval de la Agencia de Alimentos y Medicamentos de Estados Unidos o de la Agencia de Medicamentos de Europa.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

En tema de educación, el Parlamento de Panamá acogió en abril de 2016 **un anteproyecto de ley para “frenar” el aumento “desmedido” en el costo de la educación privada en el país.** Dicha propuesta legislativa planteaba el establecimiento de reglas a seguir por las escuelas y colegios privados a la hora de aumentar las matrículas, para así ayudar a frenar el mercantilismo y las alzas desmesuradas en los precios de las matrículas en los colegios particulares.

Por otro lado, la **Comisión legislativa de Educación acogió el Anteproyecto de Ley 36 que modifica artículos de la Ley 40 de agosto de 2010,** que regula el programa de beca universal, para que se extienda a los estudiantes de escuelas particulares y que fue presentado por el diputado Leandro Ávila.

En el campo de la salud:

En lo referente a la sanidad, durante el año 2016 se puso de manifiesto el **interés por reformar la Ley 1 de Medicamentos del 2001,** con el objetivo de agilizar la entrega de registros sanitarios y su renovación. Debido a que los medicamentos en Panamá cuestan 5 o 7 veces más que en otros países, la Asamblea Nacional recalcó la necesidad de tratar dicho tema en 2017, y se enfocó en ayudar a la ciudadanía a lograr una mejor vía al medicamento y un precio más justo. Asimismo, el Gobierno desarrolló 165 proyectos de programa Sanidad Básica 100/0, invirtiendo para ello \$ 734 millones en sanidad.

Por último, también generó un gran debate el interés de la sociedad panameña en presentar **el Proyecto de Ley n°.61,** por el cual se adoptan políticas de educación integral, atención y promoción de la salud.

PERÚ

I.- Leyes y políticas públicas

En el campo de la salud:

El primer día de abril, la **“Ley que establece medidas para fortalecer la autoridad de salud de nivel nacional, con el fin de garantizar la prevención, control de riesgos y enfermedades de la población”** fue utilizada para complementar las facultades del Ministerio de Salud (Minsa) para intervenir en situaciones de emergencia sanitaria según el Decreto Legislativo 1156 y otorga a las regiones de altos comisionados sanitarios de la autoridad nacional de salud.

El 15 de junio se promulga en Lima la **“Ley que regula la obtención, procesamiento, almacenamiento, transfusión y suministro de sangre humana, sus componentes y derivados, y promueve la donación voluntaria de sangre”**. Deberá aplicarse en los centros de hemoterapia, bancos de sangre, plantas de hemoderivados y aquellos centros de salud en los que se hagan transfusiones de sangre; relacionada con el Programa Nacional de Hemoterapia y Bancos de Sangre (Pronahebas).

II.- Jurisprudencia

En el campo de la educación:

Un caso que suscitó debate en Perú en el año 2016 fue entre **dos universidades privadas en conflicto con la autoridad tributaria por el reconocimiento del beneficio que le permitía reinvertir sus utilidades a cuenta del impuesto a las rentas**. Nos referimos a la Sentencia Expediente n° 002053-2013-PA/TC, con fecha de 2 de junio, en la que el Tribunal Constitucional declara fundada a favor la demanda interpuesta por la UPC y UPN, demanda de amparo contra SUNAT, a efectos de que se deje sin efecto la Ley n° 29766 vinculado con la vigencia del crédito por reinversión en la educación.

En el campo de la salud:

Las sentencias del Tribunal Constitucional como la de 10 de mayo de 2016 en la que dicho Tribunal declara fundada una demanda de amparo sobre vulneración del derecho a la salud por reuso de material biomédico descartable (Expediente N° 03228-2012-PA/TC). Se dice que los pacientes del Seguro Social de Salud (EsSalud) tienen derecho a conocer si están siendo intervenidos con material reprocesado lo que implica que hay obligación tácita de que sean informados al respecto y, de lo contrario, la omisión implica un uso no autorizado de los dispositivos médicos.

III.- Debates públicos

En el campo de la salud:

En Febrero de 2016, nueve partidos políticos se comprometieron a velar por la salud como derecho social fundamental y conseguir cobertura universal y la mejora de su financiamiento público; compromiso suscrito en **el evento “Tu salud en debate”** organizado por el Colegio Médico del Perú (CMP). En dicho debate también tomaron parte representantes de todos los colegios médicos regionales y el representante de la Organización Panamericana de la Salud (OPS) entre otros.

PHILIPPINES

I.- Legislation and public policy

In the field of education:

In relation to education, **many Acts of the Republic were passed which refer to the creation, modification and separation of different schools and universities, as well as changes of their denomination.**

On July 21st, 2016 **the Republic Act n°10980 was passed.** This law maintains the integration of history, culture and identity the Muslims and indigenous people in Philippines, in the study of the history of the Philippines in both elementary and higher education.

In the field of health:

In relation to health, on April 26th, 2016, **the Republic Act n°10767** established an action plan for the elimination of tuberculosis considering this disease a problem for public health and which established a support fund, was passed.

On May 25th, 2017 **the Republic Act n°10918** was passed. This law regulates the practice of nutrition and dietetics in the Philippines, and also revokes the Presidential Mandate n° 1286 (Mandate of nutrition and dietetics of 1977) and which approves funds for the issue and for related issues.

On July 17th, 2016 **the Republic Act n°10918** was passed. This law regulates and the practice of Pharmacy in the Philippines and revokes the Republic Act n° 5921, commonly known as the "Pharmacy Law".

II.- Jurisprudence

In the field of education:

Relating education, it is especially important **the G.R. n°188720 of February 23rd, 2016 "Case Quezon Ciry Ptca Federation INC v. Department of Education, represented by Secretary Jesli A. Lapus"**, sentenced by the Supreme Court.

The decision resolves a claim of annulment of Order n° 54 of 2009 of the Department of Education about the Guidelines Governing Parents-Teachers Associations (PTAs) at the School Level for it being unconstitutional and contrary to the law. It must be highlighted, about these associations, which need to be granted by law for each primary and secondary education schools in order to ensure a place for the discussion of problems and their solutions in relation to the academic program and to ensure, this way, cooperation with parents. In 2016 and previous years, bad practices by members of these associations increased and the aforementioned Order of the Department of Education was put into force with the aim of limiting and terminate these bad practices.

The Supreme Court decided to decline the annulment of the Order alleging the importance of the existence of PTAs and their beneficial job, as well as the necessity to fight against the bad practices of their members.

III.- Public debates

In the field of education:

This same year, in relation to Education, **some senators proposed the university education to become free for poor students**, and they analyzed six draft bills consisting on the Government funding the enrolment of these students in the State's Universities and Colleges (SUC).

Furthermore, senator D. Joseph Víctor Ejército, aware of the human rights violations that were taking place in the country, **proposed to include mandatory teaching on human rights in all private and public schools**. Moreover, also Senator Juan Edgardo Angara presented two draft bills. The first of them aimed to support free university education, as mentioned; and the second one aimed to request that all public and private elementary schools would give their students a session of, at least, cardiopulmonary resuscitation training.

In the field of health:

Throughout 2016, political public debates on Health focused mainly on the **possible approval of an executive order at national level on the prohibition of smoking inside any building**.

Moreover, **the health of the premature babies, as well as their mothers' gained a significant importance**. In this line, the Department of Health and the Philippine Health Insurance Corporation (PhilHealth) decided to invest in order to help solve cases of premature newborns. Furthermore, the city of Davao proposed the approval of an ordinance to reduce and prevent child deaths.

In addition, **the discovering of the presence of the "Zika virus" in the Philippines and how to face it** was a front-line issue during 2016.

PORTUGAL

I.- Legislation and public policy

In the field of education:

In relation to education, the **“Decree-Law (“Decreto-Lei”) n°17/2016 of April 4th, 2016 which sets out the guiding principles for the organization and management of curricula for primary and secondary education, the assessment of the knowledge to be acquired and the capacities to be developed by pupils and for the curriculum development process for primary and secondary education”** has been adopted to satisfy the government’s interest for intern and extern evaluation of the learning system and for the correct teaching of knowledge, achieved through the monitoring of the education system by the public authorities.

In this same line, the **“Ministerial Decree (“Despacho normativo”) n°1-F of April 5th, 2016 which regulates the evaluation process and certification developed by students of basic education, as well as the Measures to promote education success that can be adopted in monitoring of learning”** apply to all public schools and to non-governmental schools. However, for this, the rules are only applicable in relation to end-of-cycle tests, and frequency-matching tests.

In the field of health:

In relation to health, a law relating to abortion has a significant importance: **the law n° 3/2016 of February 29th, 2016** repeals the Laws n° 134/2015 of September 7th on the payment of fees for voluntary termination of pregnancy and n°136/2015 of September 7th on the exclusion of unlawfulness in cases of voluntary termination of pregnancy. As mentioned, the aim of this law is to end the request of fees for undergoing an abortion, as it was required until 2016.

Another law which is worth highlighting for its media coverage is the **law n° 25/2016 of August 22th, 2016**, which regulates the access to surrogacy (“Gestação de substituição”), making the third amendment to the law n° 32/2006 of July 26th. This new Law regulates the access to surrogacy but limits it to cases of absence of uterus, or injuries in the organ which definitely make pregnancy not possible.

II.- Jurisprudence

In the field of health:

In relation to health, a significant decision of the Constitutional Court of Portugal is **decision n° 55/2016, part of the proceeding n°662/15**. This is case in which the parents of a disabled child sued the doctors and personnel who did the follow-up of the pregnancy for not having told them that the child was developing malformations (part of a congenital disability) which were, according to them, “necessarily visible in ultrasound exams”. They claimed for a monetary compensation based on the idea that, if they would have known about the malformations, they would have proceeded to voluntarily terminate the pregnancy; this is, to abortion.

The Constitutional Court defined the birth of the disabled child as an “improper birth” and condemned the defendants “to reimburse the parents for the damage resulting from

deprivation of knowledge of that circumstance, within the framework of their reproductive options, when this knowledge still had the potential to determine or model these options”.

III.- Public debates

In the field of education:

Concerning education, a main debate has been about **students with special needs**. The Ministry of Education is working on new rules for special education under a project named “Inclusive School 2.0”, which reforms the Decree-Law n°3/2008 regulator of Special Education. Ms. Luisa Ucha, promotor of the project says that the optimal way is by making integration easier through the inclusion of students with special needs in regular classes and spend less time in separated classrooms. This seems as a step forward after realizing that over 70.000 students with special needs already attend regular schools. The SIPPEB (Sindicato Dos Educadores e Professores do Ensino Basico), a primary education teachers’ association, has an active role in this proposal.

In addition, relating to education, one of the biggest issues of the year was about **the financing of non-governmental schools**. For years, due to the shortage of available places in public schools, the government has financed education in private and cooperative schools. However, the new Government of Portugal has decided cut the spending on certain levels up to 57%. The criteria used by the government to determine the spending cut are the distance of public schools from residential areas, physical quality schools, capacity to accept new students and public transportation to schools. Associations supporting the financing of private schools affirm that the cuts in spending will have a big impact such as closing many schools, firing employees and, especially in rural areas, making children travel considerable distances to attend public schools.

In the field of health:

In relation to health, there is an ongoing debate in relation to **euthanasia**. The supporters of this draft state that the legalization of euthanasia “is based on principles enshrined in the Constitution, such as religious freedom, freedom of ideals and conscience”. This proposal has faces a big public debate with positions both in favor and against it. It is foreseen that in the end, a referendum will be held to confirm a possible new law on the issue.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

La **stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025** est mise en place par les différents ministères concernés par le secteur de l'Education, et vise trois stratégies pour construire le système éducatif d'ici 2025. En 2016 fut rendu le rapport de l'évaluation externe de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 en RDC.

Le **Programme du gouvernement pour l'intégration de l'éducation et la consolidation de la paix dans les politiques et programmes éducatifs de la RDC** a été élaboré par le gouvernement pour promouvoir l'éducation comme facteur de résilience, de cohésion sociale et de sécurité dans un pays affecté par un conflit armé. Concrètement, ce programme vise la production des évidences et connaissances sur l'éducation et la consolidation de la paix susceptibles d'influencer ultérieurement les politiques et programmes.

Une **note d'orientation** du 23 novembre 2016 présente le travail du Partenariat mondial pour l'éducation dans les pays touchés par la fragilité et les conflits.

La **lettre d'endossement** par les partenaires techniques et financiers de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016 - 2025 de la RDC fut faite en 2016.

Dans le domaine de la santé :

Le **Plan National de Développement Sanitaire 2016-2020** fait en Mars 2016 traduit la volonté du Gouvernement et de ses partenaires d'apporter des solutions efficaces et réalistes aux problèmes sanitaires des populations de la République Démocratique du Congo (RDC). Son objectif principal est de contribuer à l'amélioration de l'état de santé de façon à permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. Des cibles des Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été identifiées et les indicateurs d'impact mis en place.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Le débat autour du droit à l'éducation en RDC a tourné essentiellement autour **de la gratuité de l'enseignement primaire et de la faiblesse du budget alloué à l'enseignement**. Il est soulevé que le retard du Gouvernement enregistré sur l'application du principe de la gratuité de l'enseignement primaire sur toute l'étendue du territoire national viole les dispositions de la Constitution en son article 43, ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant. Par ailleurs, le taux faible du budget de l'enseignement, ne favorise ni l'accès gratuit à l'enseignement ni une prise en charge conséquente des enseignants.

Dans le domaine de la santé :

Le droit à la santé souffre en RDC d'une non réalisation effective en faveur des populations, du fait notamment de l'accès difficile ou du non accès aux médicaments essentiels, du niveau de pauvreté, du manque d'infrastructures hospitalières et routières, du manque d'équipements et de matériels adéquats. Tous ces facteurs limitent la réalisation du droit à la santé. En outre, comme pour le droit à l'éducation, il est soulevé que **le budget alloué annuellement au secteur de la santé est insuffisant** car il ne permet pas de faire face et de mieux résoudre l'ensemble des problèmes qui se posent dans ce domaine.

Le débat sur un nouveau projet de loi sur la santé a fait l'objet d'un atelier organisé en session plénière et en groupes de travail regroupant plusieurs participants provenant de différents horizons, notamment le Gouvernement et les Corporations et Associations professionnelles (les Directions de certains hôpitaux publics et privés ainsi que les Universités). Ces travaux ont produit un avant-projet de loi-cadre sur la Santé Publique adopté par tous les acteurs du secteur de la santé de manière consensuelle envoyée au Parlement congolais. Cependant, depuis l'adoption de ladite loi, le Gouvernement ne l'a toujours pas mise en œuvre et à ce jour, l'opinion publique et notamment la société civile, émet des doutes sur la bonne foi du Gouvernement à aller dans le sens de la vision voulu par la population.

REPUBLIQUE DU CONGO

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Le 9 novembre 2016, deux **Centres d'Education, de formation et d'apprentissage** ont été ouverts à Brazzaville et à Pointe-Noire. Leur mission est de former professionnellement les jeunes afin de favoriser leur insertion dans la vie professionnelle et de fournir un appui aux entreprises dans le perfectionnement technique des ouvriers et employés.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Le directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), Trésor NZILA, soutient que l'année 2016 été marquée par la violation des droits humains : **l'accès difficile aux soins de santé et à l'éducation** a été par exemple relevée. Le gouvernement a contesté ce constat par la voix de la presse.

Une **conférence-débats** a abordé les 17 objectifs du développement durable le 14 octobre 2016, dont la santé et l'éducation.

Dans le domaine de l'éducation :

Malgré la mise en place d'un fond de soutien à l'alphabétisation et à la rescolarisation créé en septembre 2015, il est soutenu que **les frais de scolarité restent à la charge des familles durant l'année 2016**.

Dans le domaine de la santé :

Trois **nouveaux projets d'amélioration de l'eau, de la santé et de l'énergie** au Congo ont été mis en place avec l'aide de l'Agence française de développement.

Un **atelier de formation sur la surveillance sentinelle de la grippe** a été organisé à Brazzaville du 7 au 11 novembre 2016.

RWANDA

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Une loi a été prise en faveur de la promotion de la technologie dans l'accès à l'éducation pour tous et une éducation de qualité en avril 2016.

La loi n° 28/2016 du 2 juillet 2016 portant préservation du patrimoine culturel et du savoir traditionnel a été prise dans le domaine de l'éducation.

Dans le domaine de la santé :

La loi n°003/2016 du 30 mars 2016 portant création et organisation du régime de prestation des congés de maternité a été prise dans le domaine de la santé.

La loi n° 18/2016 du 18 mai 2016 régissant la conservation de la qualité de l'air et la prévention de la pollution atmosphérique au Rwanda a été prise dans le domaine de la santé.

La loi n° 21/05/2016 du 20 mai 2016 relative à la santé de la reproduction humaine prévoit d'une façon détaillée les droits et les devoirs de chacun en matière de la reproduction humaine.

La loi n°41/2016 du 15 octobre 2016 portant création du Laboratoire Rwandais de Médecine Légale et déterminant ses missions, son organisation et son fonctionnement a été prise dans le domaine de la santé.

La loi n°48/2015 du 23 novembre 2015 portant organisation, fonctionnement et gestion des régimes d'assurance maladie au Rwanda, publiée dans le journal officiel n° 04 du 25/01/2016 rend obligatoire l'assurance maladie au Rwanda pour toute personne, qu'elle soit un ressortissant rwandais ou étranger du moment qu'elle se trouve sur le territoire rwandais.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

En ce qui concerne le droit à l'éducation, des débats ont notamment eu lieu sur l'octroi des bourses d'étude à l'Université et sur la répartition des enfants dans les écoles secondaires.

SÉNÉGAL

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Au sujet de l'éducation, le 2 mars 2016, **la loi n° 2016-08** a été adoptée concernant la création de centres régionaux pour des travaux sociaux universitaires (CROUS) de Ziguinchor, de Bambey et Thiès.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

En ce qui concerne l'éducation, il faut souligner **l'importance du maintien de fonds pour le financement des programmes d'alphabétisation tout comme la recherche de financement.**

De plus, dans ce domaine, un autre sujet très débattu a été la **réforme du curriculum** du système éducatif et l'intégration possible de la pensée de Cheikh Anta Diop dans le curriculum.

Dans le domaine de la santé :

Tout au long de 2016, les débats politiques publics sur la **santé** se sont axés sur **la mise en œuvre du décret n° 2016-1008 du 26 juillet 2016 pour la mise en œuvre de la loi n° 2014-14 du 28 mars 2014 concernant la fabrication, l'emballage, l'étiquetage, la vente et l'utilisation du tabac.**

Une autre question qui a fait l'objet de controverse se portait sur le sujet de la **planification familiale** qui est parvenu à un consensus dans le décret pour la mise en œuvre de la loi sur la santé reproductive.

Enfin, il a été demandé **l'adoption d'une loi sur la médecine traditionnelle dans le but d'organiser la profession des praticiens de la médecine traditionnelle.**

SINGAPORE

I.- Legislation and public policy

In the field of education:

“Private Education Act (Chapter 247A)” is a law that establishes the regulation and accreditation of private institutions to ensure the provision of a quality education in them and for related issues. In particular, it focuses on the laws that have modified different sections of the original law of 2009 and which introduces the Private Education Council in Singapore and regulates the functions, duties, powers and which, in addition, is related with the Education Law.

In the field of health:

The law passed by the president of Singapore on April 13th, 2016 **“Tobacco (Control of Advertisements and Sale) (Amendment) Act 2016”** implements different definitions and concretions in the previous law referring to tobacco and its advertising and control of 1993. Moreover, this law expands its scope of application to imitations of tobacco products; and adds new sections to the previous law, as, for example, the one establishing the prohibition to exhibit tobacco products (12A).

On November 1st, **the “Pharmacists registration Act (Amendment of Schedule) order 2016”**: law which modifies the Pharmacists Registration Act, in particular there is a modification on the law by the suppression, substitution and expansion of different sections, as well as, for example, adding definitions and setting correlations between them and other laws.

In November, 2016, The Ministry of Health of Singapore announced that it was working on public proposals to combat diabetes. Among the proposals there was one on offering easier options for healthier food and drinks and the promotion of more accessible sport programs. In this same path, the Ministry of Health worked on these proposals while they developing **the pluriannual Diabetes Action Plan**. During the World Diabetes Day, the working group on the prevention and attention of diabetes committed on launching a campaign in the two following months to make information on it reach everyone in Singapore.

II.- Jurisprudence

In the field of health:

The case **“Hii Chii Kok v Ooi Peng Jin London Lucien and another”** ([2016] SGHC 21) of 3rd, October 2016 acknowledged the approach of the UK case law **“Montgomery v Lanarkshire Health Board ([2015] UKSC 11)**, which is the **“prudent patient approach”**. According to the **“prudent patient approach”**, a doctor has to disclose risks he/she should reasonably be aware (the risks that the patient would be give attention to) and the risks that a reasonable person in the patient’s position would give attention to.

This approach is different from the **“Bolam-Bolitho”** test used by Singapore before the case **“Hii Chii Kok v Ooi Peng Jin London Lucien and another”**: according to the test **“Bolam-Bolitho”**, the doctor has to act in compliance with practices accepted by an expert responsible medical body and to accept in a logical and consistency the practice which will be applied with the patient.

According to some commentators, the “prudent patient approach” is not applicable for the Singapore context and society and less appropriated than the “Bolam-Bolitho”.

III.- Public debates

In the field of education:

In relation to education, Dr. Puthuchery said that schools offer a big amount of formation for teachers and that co-curricular activities must be used in order to **address mental resilience among the youth**, as well as encourage families and communities to learn on this field.

In the field of health:

A debate surfaced on schools and on their duty to offer more physical activities and access to healthier food. The lack of physical activities and the wish for more accessible and affordable healthier food in and out of schools were some of the outlined topics by the public to the working group NurtureSG. Such working group is led by the State Minister of Health Lam Pin Min and the State Minister of Education Janil Puthuchery, who gave this information after a public consultation that took place between April and June, 2016. Dr. Lam said that the working group is looking for ways of improving the levels of physical activity from pre-school institutions to high education institutions and that they will present all the recommendations next year.

SUISSE

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de la santé :

La **loi fédérale sur l'enregistrement des maladies oncologiques** vise à améliorer la prévention, le dépistage précoce, ainsi que le traitement du cancer en Suisse par le moyen de l'enregistrement des données dans un registre commun (14.074, BO du 2 mars 2016).

La **loi fédérale sur les produits thérapeutiques** fut révisée (révision 12.080, BO du 2 mars 2016). La révision de cette loi vise à améliorer le niveau de la santé publique, de la sécurité de l'approvisionnement et de la recherche pharmaceutique en Suisse.

La **loi fédérale sur les assurances** maladie fut modifiée deux fois en 2016.

La première révision vise à apporter des **ajustements à la loi et à l'adapter aux nouvelles nécessités et circonstances internationales** (révisions des dispositions de la loi à caractère international 15.078, BO du 16 mars 2016).

La deuxième révision concerne le renforcement de la **qualité et de l'économicité** (révision 15.083, BO du 16 juin 2016). Cette modification à la loi fédérale sur les assurances maladie vise à améliorer les prestations, à promouvoir la santé publique, sans toutefois provoquer des coûts excessifs.

II.- Jurisprudence

Dans le domaine de l'éducation :

Dans l'arrêt "**Urteil der 2. sozialrechtlichen Abteilung des Bundesgerichts in Sachen IV-Stelle-Basel-Landschaft gegen A., Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten**" du 23 novembre 2016 (142 V 523). Une mineure atteinte de Trisomie 21 s'est vue refuser la possibilité de répéter une deuxième fois la 4ème année de formation élémentaire AI, car d'après le Tribunal de Bâle cette formation supplémentaire pouvait très difficilement l'aider à trouver un poste de travail rémunéré. Le Tribunal Fédéral a rejeté cette décision, en la jugeant contraire aux articles 8 et 16 alinéa 2 de la Loi fédérale sur l'assurance-invalidité, ainsi qu'à l'article 5 du Règlement sur l'assurance-invalidité.

Dans l'arrêt du 14 décembre 2016 de la 1ère Cour de droit public du Tribunal Fédéral dans la cause "**Union Démocratique du Centre du Canton de Fribourg (UDC-FR) et Mesot contre le Grand Conseil du Canton de Fribourg**", le Tribunal Fédéral a rejeté l'appel fait par L'UDC et M. Roland Mesnot contre la décision du Conseil d'État fribourgeois décrétant la nullité de l'Initiative populaire "Contre l'ouverture d'un centre Islam et Société à l'Université de Fribourg : non à une formation étatique des imams". La décision s'appuie sur l'article 8 alinéa 2 de la Constitution Fédérale de la Confédération Suisse. L'Initiative a été jugée discriminatoire à l'égard de la foi islamique.

Dans le domaine de la santé :

Dans l'arrêt de la 2ème Cour de droit social du tribunal Fédéral dans la cause "**Intras Assurance-maladie SA contre A.**" du 10 mai 2016 (ATF 142 V 249), le Tribunal Fédéral souligne que dans le droit suisse aucun limite d'âge n'est définie pour les femmes qui désirent se soumettre à l'insémination artificielle et accueille partiellement, sur la base des articles 32 alinéa 1, 33 et 34 alinéa 1 de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), le recours d'une femme qui, après s'être soumise sans succès à une procédure d'insémination

artificielle en 2011, a répété une deuxième fois la procédure en 2012, en se voyant refuser le remboursement par l'assurance maladie.

Dans l'arrêt "**Urteil der 1. sozialrechtlichen Abteilung in Sachen "A. gegen Amt für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Thurgau", Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten**" du 11 août 2016 (ATF 142 II 425), le Tribunal Fédéral souligne que le fait de nier un salaire de remplacement à une femme qui, après l'accouchement, avait demandé un ajournement de son allocation de maternité pour cause de maladie, constitue une violation des articles 8 alinéa 1 et 49 alinéa 1 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse.

Dans l'arrêt de la 2ème Cour de droit public du Tribunal Fédéral dans la cause "**Fondation Armée du Salut Suisse et Société coopérative Armée du Salut Œuvre Sociale contre le Grand Conseil et le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel**" du 13 septembre 2016 (ATF 142 I 195), le Tribunal Fédéral a estimé que la Loi sur la santé du Canton de Neuchâtel, définissant l'aide au suicide, est conforme aux articles 8 alinéa 1, 10 alinéa 2, 13 alinéa 1, 15 et 36 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse ainsi qu'aux articles 8 et 9 de la Convention européenne des droits de l'homme et rejette le recours présenté par deux associations qui s'opposaient à la modification de la loi.

Dans l'arrêt de la 2ème Cour de droit social du Tribunal Fédéral dans la cause "**A. contre ASSURA-Basis SA**" du 26 juin 2016 (142 V 316), le Tribunal Fédéral affirme que le refus de l'assurance maladie de payer certaines prestations médicales (telle que l'épilation totale) dans le cas de changement de sexe d'un/une de ses assuré-es ne constitue pas une discrimination indirecte, telle qu'elle est définie à l'article 8 alinéa 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

En Suisse, le débat autour de **l'enseignement des langues nationales** minoritaires, telles que l'italien et le romanche, est toujours très fort : normalement ces langues sont remplacées par l'enseignement de l'anglais. Le débat s'est rallumé une fois de plus en 2016, lorsque le Conseiller fédéral Berset a proposé une harmonisation de l'enseignement au niveau suisse.

La décision de l'Université de Fribourg et du Conseil d'État fribourgeois d'ouvrir **un centre consacré à la formation des imams et aux études sur l'Islam** a déclenché un débat au niveau cantonal et fédéral.

Le président de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Patrick Aebischer, a évoqué son souhait de **doubler les taxes pour tous les étudiants**.

Dans le domaine de la santé :

Le 5 juin 2016, le peuple suisse a été appelé à s'exprimer sur une **modification de la Loi fédérale sur la procréation assistée** (LPMA). La modification visait à introduire la pratique du diagnostic préimplantatoire, à savoir la possibilité d'effectuer des analyses génétiques sur des embryons lors de la fécondation artificielle, dans le cas de couples stériles ou porteurs de maladies génétiques transmissibles aux enfants. Le texte en votation, acceptée par 62,4% des électeurs suisses, a ouvert un débat sur le diagnostic préimplantatoire. Les opposants craignaient surtout que cette pratique n'entraîne des formes de discrimination à l'égard des porteurs d'handicap.

TANZANIA

I.- Legislation and public policy

In the field of education:

In relation to education, the Written Laws (n° 16 of the Gazette of the United Republic of Tanzania n° 48 Vol. 97) of December 18th, 2016 mentions the **reforms on the loans for students of higher education in its fourth section** (CAP – 178).

In the field of health:

The Government Chemist Laboratory Authority Act n° 11 of September 30th, 2016 ensures the establishment, powers and functions of the issues related to the topic (n° 41 of the Gazette of the United Republic of Tanzania Vol. 97 – ISSN 0856-033IX).

The Chemist Professionals Act n° 12 of September 30th, 2016 establishes the Council of Chemist Professionals and ensures the powers, functions, direction and regulation of chemist, chemical lab technologist and the assistant of the chemical lab technologist, as well as of all related issues. (n° 41 of the Gazette of the United Republic of Tanzania Vol. 97 – ISSN 0856-033IX).

Moreover, **the Occupational Health and Safety Regulation (notifying occupational diseases, injuries and dangerous events) n° 280 of September 30th, 2016** was also relevant.

Finally, it is worth highlighting the importance of **the Tanzania Commission for regulation of AIDS n° 17 of April 29th, 2016**.

II.- Jurisprudence

No jurisprudence was found for this country.

III.- Public debates

In the field of education:

With regard to education, during 2016, the **National Microfinance Bank (NMB) took action to support the government's efforts in the creation of knowledge in Information, Communication and Technology in elementary and secondary schools through its qualification and application in education**. In detail, for Professor Faustine Kamuzora - Permanent Secretary of the Ministry of Works, Transport and Communications – computers are key devices which can play an important role in the progress of knowledge among elementary and secondary school students in Tanzania.

In addition, the president of Zanzibar, Ali Mohamed Shein, has ordered the Ministry of Education and Vocational Training **the reform of the study plan in secondary schools through which introduce business spirit as a topic**, with the purpose of encouraging the youth to take proactive business measures on its own initiative. It also created a public debate for the interest of society the fact that beneficiaries of higher education loans claimed that they owed to the HESLB more than 3 times what they were lent. Finally, on December 7th, 2016 Canada, together with the Ministry of Education, Science, Technology

and Vocational Education, put into operation a program of qualification in order to qualify the Tanzanians to improve their knowledge in professional and technical formation centers.

In the field of health:

On the other hand, in relation to health, the Ministry of Health, Community Development, Gender, Elderly and Children reserved 251.000 MN Tanzanian shillings (about 112 000 dollars) intended to **improve health services in the whole country**. Siana Makunjo, representative of the Ministry of Health, stated that the government was committed to ensure the allocation of enough funds for the health sector. The program began in the Shinyanga region, where 67 million dollars have been disbursed on medications and equipment to dispensaries, health care centers and hospitals in order to face scarcity of resources.

TCHAD

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Un nouveau **programme éducatif est en cours de préparation** depuis le mois d'octobre 2016 pour appuyer la nouvelle stratégie éducative décennale du pays lancée avant 2016.

Dans le domaine de la santé :

Adoption du document de Politique Nationale de Santé PNS 2016-2030 dont la vision est que d'ici 2030, le système de santé du Tchad soit un système intégré, performant, résilient et centré sur la personne, axé en particulier sur les groupes vulnérables, pour permettre à tous un accès équitable aux soins globaux de qualité.

Adoption du **Plan Stratégique de Direction Générale de la Pharmacie 2016 - 2020** qui se fixe comme objectif général de contribuer à l'amélioration de la disponibilité et de l'accès à des produits de santé essentiels, de qualité, efficaces et de sécurité d'emploi.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Les élections présidentielles se sont déroulées le 9 avril 2016. Le 31 Aout 2016, 16 mesures restrictives furent instaurées pour permettre à l'Etat de mitiger les effets de la crise financière due à la chute des recettes pétrolières. Parmi ces mesures, la réduction des indemnités du personnel des services publics a suscité un mouvement général de grève durant plus de quatre mois, d'août à novembre 2016.

Dans le domaine de l'éducation :

Les enseignants du secteur public ont été en grève durant le premier semestre de l'année scolaire 2016/2017 (d'octobre à décembre 2016). Ils furent accompagnés par les établissements privés et confessionnels durant deux semaines en novembre 2016 lors d'une grève de solidarité.

L'éducation des filles a été le sujet central de l'assemblée générale de l'organisation Forum Africain pour l'Education des Femmes FAWE Tchad, du 22 au 23 janvier 2016 à Ndjamena. Durant cette assemblée, les membres ont débattu, en présence du ministre de l'éducation, du faible taux d'achèvement du cycle primaire 41,4% et 41,5% au cycle moyen

UNICEF Tchad organise régulièrement **des rencontres du "cluster éducation"** à Ndjamena et publie désormais un rapport sur son site web.

Les problèmes qui affectent le système éducatif tchadien et les défis du secteur de l'éducation en situation d'urgence ont été analysés en 2016 par la *Coordination of humanitarian affairs* au Tchad. Un rapport qui met en relief l'offre, l'espace éducatif, le manque d'enseignants, la faiblesse de la demande et les disparités entre les régions du Tchad, a été publié le 30 septembre 2016 dans les médias.

Dans le domaine de la santé :

Suite aux mesures de l'Etat, les agents du secteur santé ont alterné service minimum et grève dans les hôpitaux publics.

La question de **la santé des populations nomades, insulaires et des zones d'accès difficiles** a fait l'objet d'une campagne de sensibilisation organisée conjointement par les ministères de la santé et de l'élevage dès le 13 janvier 2016 à Ndjamena.

Les web medias et les radios ont commenté, en septembre 2016, la **campagne de vaccination contre la poliomyélite** organisée par le ministère de la Santé publique, en étroite collaboration avec l'UNICEF et l'OMS, en réponse aux trois cas de poliovirus sauvage qui ont été confirmés en août 2016 dans l'Etat de Borno au Nigéria, pays frontalier du Tchad ainsi que des échos des difficultés que rencontrent les PVVIH.

TOGO

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

Le 6 janvier 2016, adoption par le gouvernement d'un **projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche** lors du Conseil des ministres.

Dans le domaine de la santé :

Un **Plan national de suivi et évaluation du SIDA/VIH** a été adopté en 2016. Ce plan national couvre la période de 2016 à 2021 et vise à améliorer la fonctionnalité et les capacités des systèmes de suivi et d'évaluation déjà existants.

Un **projet de plan national de développement sanitaire** a été lancé en 2016 pour la période 2016-2022 afin de répondre aux défis du système de santé.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

III.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

Les **enseignants ont entamé une grève** réclamant notamment l'octroi de l'indemnité de logement pour le personnel de l'éducation et pour toute la carrière, la prime de travail de nuit et prime de salissure en 2016.

Le ministère de la fonction publique a organisé un **concours sectoriel** pour le compte du ministère de la santé. L'objectif du gouvernement était de régler le problème de manque de personnel dans les centres de santé au Togo afin d'offrir au peuple des soins de santé de qualité.

TUNISIE

I.- Législation et politiques publiques

Dans le domaine de l'éducation :

A la mi-mai 2016, le ministère tunisien de l'éducation a publié le **"livre blanc"**, un projet de réforme du système éducatif en Tunisie avec pour slogan : "Pour une école tunisienne équitable, hautement performante qui forme le citoyen et relève la patrie". Ce livre blanc s'inscrit dans le droit-fil des orientations déjà présentées dans le cadre du plan stratégique pour l'éducation en Tunisie (2016-2020).

Il s'articule autour de 9 objectifs stratégiques (OS) déclinés en objectifs généraux lesquels sont subdivisés en objectifs spécifiques ou opérationnels : Principe d'équité et d'égalité des chances, révision de la carte scolaire, développer les compétences des ressources humaines, développer les acquis des élèves et la qualité de leurs apprentissages, développer la vie scolaire, restructurer le deuxième cycle de l'enseignement de base et l'enseignement secondaire, contrer l'échec et l'abandon scolaire, développer les TIC dans l'enseignement et l'apprentissage et la Gouvernance.

II.- Jurisprudence

Aucune jurisprudence n'a été trouvée pour ce pays.

II.- Débats publics

Dans le domaine de l'éducation :

La réforme du système éducatif ne cesse de provoquer un débat houleux au sein des milieux académiques et politiques. Le fameux "livre blanc" s'est mué en tiraillement politique entre syndicats et gouvernement alimenté par les débats télévisés et commentaires sur les réseaux sociaux.

UNITED STATES OF AMERICA

I.- Legislation and public policy

In the field of health:

The 114th Congress Law 114-10 reauthorized the Children's Health Insurance Program along with many other essential programs for an inclusive public health, fair and focused on the most vulnerable people.

II.- Jurisprudence

In the field of education:

The case "Fisher v. University of Texas Austin." (6-23-2016 14-981) ruled that the Equal Protection Clause protects against claims (reverse-discrimination) to universities' admission programs if the admission application was initiated when the Affirmative Action program was in force.

The case "Andrew F. v. Douglas County School District" (9-29-2016 to 03-22-2017 15-827) deals with The Individuals with Disabilities Education Act (IDEA). The IDEA offers States federal funds to assist on the education of disabled children. It requires States to ensure all eligible individuals a "public and free of charge education". (FAPE) and the "Individual Education Program (IEP). Initially, it was understood as providing a minimum of use, the standard to meet the IEP requirements. It is reformulated here that IEP is complied with when it is reasonably designed to enable the child in the light of his / her circumstances and more of a minimum of use.

In the field of health:

The case "Yubik v. Burwell" (5-16-2016 14-1418) ruled that vacated decisions and cases remanded for reconsideration to give parts the opportunity to achieve an agreement should not violate the right to religious freedom and at the same time ensure that its employees are covered by a complete health insurance, including contraceptives.

The case "Whole Womans' Health v. Hellerstedt" (6-27-2016 15-274) ruled that a State cannot take measures in order to reduce the services delivering absorption, the reduction of the services creating an undue burden for the women seeking services of absorption.

III.- Public debates

In the field of health:

Regarding the zika virus epidemic, it is debated whether the State's strategy promoting free-of-charge birth control (including amniocentesis and termination of pregnancy), for three years for all women in reproductive age would not be more harmful in the long term, for these developing states, than the effects of the epidemic itself. It is planned to spend US \$900,000,000.00 for its control.

URUGUAY

I.- Leyes y políticas públicas

La **Ley nº 19.469** de 23 de diciembre de 2016 trata del “Acuerdo Marco de Asociación entre el Mercosur y la República de Surinam”, en la cual participaron tanto del Ministerio de Educación y Cultura como el Ministerio de Salud Pública.

La **Ley nº 19.423** de 24 de julio de 2016, mediante la cual se aprobó el “Acuerdo Marco de Cooperación entre la República Oriental del Uruguay y la República Cooperativa de Guyana”.

La **Ley nº 19.411** de 24 de junio de 2016 mediante ratificó el “Acuerdo Marco de Cooperación entre la República Oriental del Uruguay y la República de Surinam”.

En el campo de la educación:

Con la colaboración del Ministerio de Educación y Cultura, se promulgó el 23 de diciembre de 2016 la **Ley nº 19.471** aprobaba el “Acuerdo Marco de Cooperación con el Gobierno de la República Federal de Etiopía”.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la salud:

En materia de sanidad, generó un gran debate mediático **la sentencia de la Suprema Corte de Justicia (SCJ) que declaró inconstitucional parte de una ley que limita el acceso a los medicamentos de alto costo**. Dicha sentencia, obligó al Ministerio de Salud Pública a otorgar medicamentos onerosos a pacientes oncológicos o bajo tratamientos médicos de alto costo. El fallo, que fue dictado por mayoría de cuatro votos y una discordia, declaró inconstitucional la ley que sostiene que la obligación del Estado se limita a suministrar fármacos que están incluidos en el Formulario Único de Medicamentos (FUM).

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

En lo referente a la educación, durante el año 2016 se llevó a cabo la aprobación por parte del Banco Mundial de **un nuevo proyecto para el sector de la educación por un monto de 40 millones de dólares**, destinado a apoyar tanto a la educación inicial y primaria, como a la transición primaria-secundaria. Dicho proyecto, que data del 19 de diciembre de 2016, estableció que, para acceder a la totalidad del dinero, los préstamos se realizarían en partes y que dependerían del logro de metas específicas, esto es, basados en resultados para el sector de educación del país.

Asimismo, el 27 de diciembre de 2016, **la UNESCO felicitó a Uruguay por sus esfuerzos en educación y ciencia**. En concreto, la directora general de dicha organización, Irina Bokova, envió una carta al actual presidente Tabaré Vázquez, en la cual felicitaba al gobierno por su el gran trabajo realizado en los asuntos referentes a la educación, ciencia y tecnología. Sin embargo, no todo fueron buenas noticias para Uruguay, ya que los resultados de los informes internacionales PISA, manifestaron en dicho año, la carencia de habilidades educativas de los estudiantes de toda América Latina.

Es por ello, que líderes políticos de Uruguay, en concreto Bordaberry, Larrañaga y Mieres criticaron al gobierno y se postularon a favor de la idea de que “para que realmente existiera un cambio educativo habría que cambiar al gobierno”. También fue relevante el ingreso el 2 de septiembre de 2016, de **un proyecto de ley** a la Comisión de Educación y Cultura de la Cámara de Representantes que proponía la erradicación de la violencia entre niños y adolescentes.

En el campo de la salud:

En tema de sanidad, el 17 de noviembre de 2016, en el marco del Día Mundial del Niño Prematuro, Aupaprem (Asociación de Padres con Hijos Prematuros) **promovió la modificación de la Ley de Maternidad**, con el objetivo de que la licencia para los padres se empezara a contar desde el momento que se le da el alta médica a los bebés nacidos antes de tiempo, implicando de esa manera, la modificación del artículo 3 de la ley N° 19.161 denominada Subsidios por Maternidad y por Paternidad par Trabajadores de la Actividad Privada.

De igual manera, el 7 de septiembre de 2016, Ingresó a la Comisión de Salud Pública de la Cámara de Representantes **un proyecto de ley que propuso la creación de un Programa Nacional de Lucha contra la enfermedad de Alzheimer**, en el ámbito del Ministerio de Salud Pública, y el 23 de agosto de 2016, la Comisión de Salud Pública de la Cámara de Representantes realizó un estudio sobre el proyecto de ley que regula la prestación de asistencia preventiva y rehabilitación en materia de salud mental. El mismo establecía que las instituciones de Asistencia Médica Colectiva y los centros hospitalarios deberían contar con servicios técnicos, equipamiento e infraestructura adecuada para la correcta atención de dichas afecciones.

Por otro lado y para finalizar, se puso a estudio de la Comisión de Salud Pública de la Cámara de Representantes, **un proyecto de ley que proponía la creación de un Comisionado Parlamentario para el Sistema Nacional Integrado de Salud (SNIS) y el Sistema Nacional Integrado de Cuidados (SNIC)**.

VENEZUELA

I.- Leyes y políticas públicas

En el campo de la educación:

El viernes 22 de julio de 2016, el país suscribe el **Reglamento Orgánico n° 6243 sobre Educación Universitaria, Científica y Técnica**. Su objeto es de determinar la estructura de organización, la distribución, las competencias y la función administrativa del nuevo Ministerio de poder popular para la educación universitaria, científica y técnica.

El 21 de noviembre de 2016, Venezuela firma la **Resolución n° 0142 sobre la Instrucción n° 1**, que muestra las líneas directrices del proceso de transformación del programa de estudios. La Resolución revela las asignaturas nuevas para los alumnos de bachillerato, las modificaciones de horario y el cambio en el sistema de calificación escolar a la escala del 1 al 5.

En el campo de la salud:

En enero de 2016, la Asamblea Nacional suscribe el acuerdo que declara **la crisis humanitaria de sanidad, debido a una escasez aguda de medicamentos, suministros médicos y el deterioro de la infraestructura de sanidad n° 206 ° -157 °**. El acuerdo señala que las cifras dadas por el gobierno en relación a los éxitos en la salud no corresponden a la realidad en que la nación está viviendo actualmente y que deben implementar un plan nacional en materia de sanidad para resolver la situación grave del país. La reunión puso de relieve la mala gestión del presidente Nicolás Maduro Moros.

El 6 de enero de 2016, el Estado publica la **Ley n° 40.822 sobre las normas para regular y controlar los productos alimenticios con el fin de proteger a las personas sensibles al gluten**. Esta ley establece los mecanismos necesarios para garantizar sus derechos, además de las normas de calidad y cantidad de los bienes y servicios. El Ministerio de Salud debe garantizar el registro de alimentos para evitar los productos nocivos para la salud.

En marzo del 2016, la Asamblea Nacional firma la **Ley especial para responder a la crisis humanitaria en lo que se refiere a la sanidad n° 205 -156**, debido a los acontecimientos preocupantes en relación con la mortalidad debido a la enfermedad, a la falta de tratamiento, al deterioro o falta de equipos médicos y la escasez de medicamentos. Esta ley confirma la existencia de una crisis humanitaria en el país. Además, la Organización Mundial de la Salud confirma la posibilidad de enviar medicamentos esenciales para Venezuela a condición que el gobierno acepte la ayuda humanitaria.

El 16 de noviembre de 2016, Venezuela emitió el **Decreto n° 2.553**, mediante el cual se constituye una única autoridad sanitaria nacional para fortalecer el sistema de salud pública y el **Decreto n° 2.554** sobre la creación de un conjunto de empresas públicas productoras de medicamentos e instrumentos quirúrgicos (VENSALUD) para permitir la importación, exportación, almacenamiento y distribución de medicamentos.

II.- Jurisprudencia

En el campo de la salud:

En 2016, la **Sala Constitucional del Tribunal Supremo de Justicia declaró inconstitucional la ley especial aprobada por la Asamblea Nacional para solucionar la crisis humanitaria en lo que se refiere a la sanidad.** Porque esta ley podría usurpar los poderes del Ejecutivo Nacional y lo obligaría a aceptar la cooperación internacional. El Tribunal Supremo justificó su decisión diciendo que la comunidad internacional tendría en su poder elegir cómo serían ofrecidos la calidad y la manera de la ayuda humanitaria.

La sociedad civil ha aplicado delante de la misma Sala, en el 23 de mayo 2016, sobre el tema de la protección de los derechos fundamentales (derecho a la salud) que no fue admisible.

III.- Debates públicos

En el campo de la educación:

El observatorio de la educación en Venezuela considera que **las escuelas públicas no son completamente gratuitas como declaró el Estado**, porque el gobierno no asume los gastos de transporte, de alimentación escolar y del mantenimiento de las escuelas. Estos gastos son asumidos por la comunidad sin reembolso. Por otra parte, el observatorio dijo que el Ministerio de Educación impuso la utilización de libros con el contenido de la historia distorsionada y con propaganda del gobierno.

En el campo de la salud:

Las ONGs nacionales dicen que **la Ley sobre la Salud** que está en vigor en Venezuela desde 1998, **no se ajusta a las garantías constitucionales.**

Amnistía Internacional **expresa la recusa del gobierno a aceptar la ayuda humanitaria internacional para solucionar la crisis humanitaria.** Del mismo modo, el Alto Comisionado para los Derechos Humanos de las Naciones Unidas, en la persona del Sr Zeid Ra'ad Al Hussein, ha reconocido **la grave situación** de salud que vive el país y alentó al gobierno de Venezuela a aceptar la ayuda humanitaria en lo que toca a los medicamentos. Por su parte, Ban Ki-Moon, Secretario General de las Naciones Unidas, ha expresado su preocupación con la crisis humanitaria en Venezuela por el no cumplimiento de las necesidades básicas.

ANALYSE DES RESULTATS

EDUCATION

CLASSEMENT DES LEGISLATIONS EN FONCTION DE LEUR CONTENU :

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
Algérie	-	-	La loi 16-01
Argentina	-	Ley 27.306	-
Belgique	-	Loi n° 2016022502 Loi n° 2016011558	-
Bénin	-	-	-
Bolivia	-	Ley 842 Ley 874	-
Brazil	-	Law n° 13.243 Law n° 13.267 Law n° 13.278 Law n° 13.306 Law n° 13.348 Law n° 13.366 Law n° 13.409 Law n° 13.349 Law n° 13388 Law n° 13,402	-
Burkina-Faso	Loi n°001-2016/AN Loi n°024-2016/AN	Loi n°004-2016/AN	-
Burundi	-	-	-
Cameroun	-	Loi n° 2016/007	-
Chile		Ley 20910 Ley 20911	-
Colombia	Ley 1778	Ley 1802	-
Costa Rica		Ley n°9402 Ley n° 9404	-
Côte-d'Ivoire	-	-	Loi n°2016-886
Ecuador	-	Ley Orgánica de Extinción de las Universidades y Escuelas Politécnicas Ley Orgánica de Cultura	-
England	-	The Welfare and Labor Reform Act Law on Education and Adoption	-
España	-	Real Decreto-ley 5/2016	-
France	-	Loi n°2016-1088 Loi n°2016-1828	-

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
Guatemala	-	Ley para la Subvención Educativa en áreas Marginales y Rurales Decreto n° 004-2016	-
Haïti	-	-	-
Ireland	-	-	-
Italy	-	Law n°241 Law n°235 Law n°89	-
Kenya	-	"The Nandi County Education Fund Act", n°1 of 2016 "The Marsabit County Early Childhood Development and Education Act" n° 9 of 2016	-
Madagascar	-	Loi portant sur les finances pour 2017 (Loi n° 2016 – 032)	-
México	-	-	-
Pakistan	-	Law which sets into effect the Financial Proposals of the Federal Government	-
Panama	Decreto Ejecutivo n° 878	Ley 60 Ley 19 Decreto Ejecutivo n° 210 Decreto Ejecutivo n° 83	-
Perú	-	-	-
Philippines	-	Many Acts of the Republic were passed which refer to the creation, modification and separation of different schools and universities, as well as changes of their denomination The Republic Act n°10980	-
Portugal	-	Decree-Law ("Decreto-Lei") n°17/2016 Ministerial Decree ("Despacho normativo") n°1-F	-
République démocratique du Congo	-	-	-
République du Congo	-	-	-

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
Rwanda	-	La loi prise en faveur de la promotion de la technologie	-

		dans l'accès à l'éducation pour tous et une éducation de qualité Loi n° 28/2016	
Sénégal	-	Loi n° 2016-08	-
Singapore	-	"Private Education Act (Chapter 247A)"	-
Suisse	-	-	-
Tanzania	-	-	-
Tchad	-	-	-
Togo	-	Adoption d'un projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche	-
Tunisie	-	-	-
United States of America	-	-	-
Uruguay	-	Ley n° 19.471	-
Venezuela	-	Reglamento Orgánico n° 6243 sobre Educación Universitaria, Científica y Técnica Resolución n° 0142 sobre la Instrucción n° 1	-

COMMENTAIRES SUR LE SUIVI DES LEGISLATIONS NATIONALES

Les législations ont été classées selon leur contenu.

Une législation qui posait comme principe général la protection de l'éducation a été rangée dans la catégorie "législation qualifiée de générale".

Une législation qui traitait des moyens d'application mis en œuvre pour protéger le droit à l'éducation a été rangée dans la catégorie "législation qualifiée de spéciale".

Une législation qui modifiait la Constitution d'un Etat a été mise dans la dernière catégorie « législation constitutionnelle ».

Suite aux tableaux réalisés pour les législations et la méthodologie de classification, les résultats montrent selon nos recherches :

- Un total de 60 législations (générales, spéciales et constitutionnelles)
- Un total de 4 législations qualifiées de générales
- Un total de 54 législations qualifiées de spéciales
- Un total de 2 législations constitutionnelles

14 Etats n'ont pas pris de législations dans le domaine de l'éducation : l'Argentine, le Benin, le Burundi, Haïti, l'Irlande, le Mexique, le Pérou, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la Suisse, la Tanzanie, le Tchad, la Tunisie, les Etats-Unis d'Amérique.

L'Etat du Brésil est l'Etat qui a adopté le plus de législation dans le domaine de l'éducation en 2016.

Si les Etats sont regroupés par région géographique, il convient de noter que :

1. La région Afrique (Algérie, Benin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Kenya, Madagascar, République Démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie)

La région compte 13 législations (générales, spéciales et constitutionnelles).

Dans cette région, 7 Etats n'ont pas adopté de législations (le Benin, le Burundi, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la Tanzanie, le Tchad et la Tunisie).

Les Etats qui ont adopté le plus de législations sont le Burkina-Faso, le Kenya et le Rwanda.

2. La région Amérique du Nord (Haïti et Etats-Unis d'Amérique) :

La région ne compte aucune législation pour l'année 2016.

3. La région Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela) :

La région compte 31 législations (générales et spéciales).

Dans cette région, tous les Etats ont adopté une législation dans le domaine de l'éducation en 2016.

L'Etat qui a adopté le plus de législations est le Brésil.

4. La région Asie (Pakistan, Philippines et Singapour) :

La région compte 4 législations (générales et spéciales).

Dans cette région, tous les Etats ont adopté une législation dans le domaine de l'éducation en 2016.

L'Etat qui a adopté le plus de législations est les Philippines.

5. La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse) :

La région compte 12 législations (générales et spéciales).

Dans cette région, 2 Etats n'ont pas adopté de législations (l'Irlande et la Suisse).

L'Etat qui a adopté le plus de législations est l'Italie.

CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX EN FONCTION DE LEUR CONTENU

Nom du pays	Plan national/politique publique qualifié(e) de général(e)	Plan national/politique publique qualifié(e) de spécial(e)
Algérie	-	-
Argentina	-	Plan Estratégico Nacional Argentina Enseña y Aprende - 2016/2021
Belgique	-	-
Bénin	Plan d'action du gouvernement de la République du Bénin pour la période 2016-2021	-
Bolivia	-	-
Brazil	-	-
Burkina-Faso	-	-
Burundi	-	-
Cameroun	Projet "enfant de la paix"	Projet éducation inclusive
Chile	-	-
Colombia	-	Política pública del Sistema Nacional de educación Terciaria
Costa Rica	-	-
Côte-d'Ivoire	Plan de politique générale sur l'éducation Plan d'action pour l'éducation 2030	Politiques publiques : Socle commun de connaissances et de compétences Construction de collège de proximité avec des professeurs bivalents Programme de distribution gratuite de kits scolaires, une carte scolaire Gratuité pour une catégorie d'enfants pour le cycle primaire Aide pour l'insertion de ceux du cycle secondaire dans les établissements scolaires publics nationaux Initiation à l'alphabétisation pour les enfants réfugiés de plus de 14 ans
Ecuador	-	Reformas a la Ley Orgánica de Educación Superior de 2010 Las reformas a la Ley de educación intercultural de 2011
England	-	-

Nom du pays	Plan national/politique publique qualifié(e) de général(e)	Plan national/politique publique qualifié(e) de spécial(e)
España	-	-
France	-	Nouveau mode d'affectation des élèves depuis la rentrée 2016 Semaine d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme
Guatemala	-	-
Haïti	Plan d'action prioritaire du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle Pacte national pour une éducation de qualité	Pacte national d'éducation
Ireland	-	-
Italy	-	-
Kenya	Gratuity of public school within 5 years announced	-
Madagascar	-	-
México	-	Reforma de la reorganización del Consejo Nacional de Fomento Educativo
Pakistan	-	-
Panama	-	-
Perú	-	-
Philippines	-	-
Portugal	-	-
République démocratique du Congo	Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025	Programme du gouvernement pour l'intégration de l'éducation et la consolidation de la paix dans les politiques et programmes éducatifs Note d'orientation du 23 novembre 2016 Lettre d'endossement de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016 - 2025 de la RDC
République du Congo	-	-
Rwanda	-	-
Sénégal	-	-
Singapore	-	-
Suisse	-	-

Nom du pays	Plan national/politique publique qualifié(e) de général(e)	Plan national/politique publique qualifié(e) de spécial(e)
Tanzania	-	Reforms on the loans for students of higher education in its fourth section
Tchad	Nouveau programme éducatif est en cours de préparation	-
Togo	-	-
Tunisie	-	Projet de réforme du système éducatif
United States of America	-	-
Uruguay	-	-
Venezuela	-	-

COMMENTAIRES DU CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX

Les politiques publiques ont été classées selon leur contenu.

Une politique publique dont l'objectif général posait la protection de l'éducation a été rangée dans la catégorie "politique publique qualifiée de générale".

Une politique publique qui traitait des moyens d'application mis en œuvre pour protéger des aspects spécifiques du droit à l'éducation a été rangée dans la catégorie "politique publique qualifiée de spéciale".

Suite aux tableaux réalisés pour les politiques publiques/plans nationaux et la méthodologie de classification, les résultats montrent selon nos recherches :

- Un total de 29 politiques publiques/plans nationaux (générales et spéciales)
- Un total de 9 politiques publiques/plans nationaux qualifiées de générales
- Un total de 20 politiques publiques/plans nationaux qualifiées de spéciales

28 Etats n'ont pas pris de politiques publiques/plans nationaux dans le domaine de l'éducation : l'Algérie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Burkina-Faso, le Burundi, le Chili, le Costa-Rica, l'Angleterre, l'Espagne, le Guatemala, l'Irlande, l'Italie, Madagascar, le Pakistan, le Panama, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, Singapour, la Suisse, le Togo, les Etats-Unis d'Amérique, l'Uruguay et le Venezuela.

L'Etat de la Côte-d'Ivoire est l'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux dans le domaine de l'éducation en 2016.

Si les Etats sont regroupés par région géographique, il convient de noter que :

1. La région Afrique (Algérie, Benin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Kenya, Madagascar, République Démocratique du Congo, République du Cogo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie)

La région compte 19 politiques publiques (générales et spéciales).

Dans cette région, 8 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (l'Algérie, le Burkina-Faso, le Burundi, Madagascar, République du Congo, le Rwanda, le Sénégal et le Togo).

L'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux est la Côte-d'Ivoire.

2. La région Amérique du Nord (Haïti et Etats-Unis d'Amérique) :

La région compte 3 politiques publiques/plans nationaux (générales et spéciales).

Dans cette région, 1 Etat n'a pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (les Etats-Unis d'Amérique).

L'Etat qui a le plus adopté de politiques publiques/plans nationaux est Haïti.

3. La région Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela) :

La région compte 5 politiques publiques/plans nationaux (spéciales).

Dans cette région, 9 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, le Guatemala, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela).

L'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux est l'Equateur.

4. La région Asie (Pakistan, Philippines et Singapour) :

La région ne compte aucune politique publique/plan national dans le domaine de l'éducation en 2016.

5. La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse) :

La région compte 2 politiques publiques/plans nationaux.

Dans cette région, 7 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et la Suisse).

L'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux est la France.

JURISPRUDENCES NATIONALES

Algérie : Décision n°01/16 du Conseil Constitutionnel

Argentine : Sentencias que no tenía relación alguna con la situación fáctica concreta planteada

Belgique : Arrêt C.10.0051.F du 30 novembre 2016

Benin : -

Bolivie : El expediente del 21 de noviembre de 2016 de la Sala Constitucional / El expediente: 16216-2016-33-AAC

Brésil : PJE n° 0814124-64.2016.4.05.8100 -

Burkina-Faso : -

Burundi : -

Cameroun: -

Chile : Rol n° 7033-2016

Colombie : Sentencia T-097/16 / Sentencia 008/16

Costa-Rica : -

Côte-d'Ivoire : -

Equateur : Sentencia n°0 001-16-SIN-CC

Angleterre : -

Espagne : -

France: -

Guatemala : Sentencia de 5 de julio de 2016, Exp. Ac. 4783-2013, 4828-2013 y 4813-2013

Haïti . -

Irlande: Case "E.D. (Education) -v- Refugee Appeals Tribunal & Anor"

Italie : -

Kenya : "Nabulime Mariam and others vs. the Legal Education Council and others 5"

Madagascar : -

Mexique : Sentencia [TA] ; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 365. 1a. CCLXXXV/2016 (10a.) / Sentencia [TA] ; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 365. 1a. CCXC/2016 (10a.) / Sentencia [TA] ; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 367. 1a. CCLXXXVII/2016 (10a.) / Sentencia [TA]; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 37, Diciembre de 2016; Tomo I ; Pág. 369. 1a. CCLXXXVI/2016 (10a.)

Pakistan : -

Panama : Corte Suprema con fecha de 16 de mayo de 2016

Pérou : Sentencia Expediente n° 002053-2013-PA/TC

Philippines : The G.R. n°188720 of February 23rd, 2016 "Case Quezon Ciry Ptca Federation INC v. Department of Education, represented by Secretary Jesli A. Lapus"

Portugal : -

RDC : -

République du Congo: -

Rwanda : -

Sénégal : -

Singapour : -

Suisse : Décision ATF 142 V 523 / Décision "Union Démocratique du Centre du Canton de Fribourg (UDC-FR) et Mesot contre le Grand Conseil du Canton de Fribourg"

Tanzanie : -

Tchad : -

Togo : -

Tunisie : -

Etats-Unis d'Amérique : Case "Fisher v. University of Texas Austin." (6-23-2016 14-981) /

Case "Endrew F. v. Douglas County School District" (9-29-2016 to 03-22-2017 15-827)

Uruguay : -

Venezuela : -

COMMENTAIRE SUR LE SUIVI DES JURISPRUDENCES NATIONALES

Les résultats montrent selon nos recherches :

- Un total de 24 jurisprudences

25 Etats n'ont pas pris de jurisprudence dans le domaine de l'éducation : le Bénin, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, le Costa-Rica, la Côte-d'Ivoire, l'Angleterre, l'Espagne, la France, Haïti, l'Italie, Madagascar, le Pakistan, le Portugal, la RDC, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, Singapour, la Tanzanie, le Tchad, le Togo, la Tunisie, l'Uruguay et le Venezuela.

L'Etat du Mexique est l'Etat qui a pris le plus de jurisprudence dans le domaine de l'éducation en 2016.

Si les Etats sont regroupés par région géographique, il convient de noter que :

1. La région Afrique (Algérie, Benin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Kenya, Madagascar, République Démocratique du Congo, République du Cogo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie)

La région compte 2 jurisprudences.

Dans cette région, 14 Etats n'ont pas pris de jurisprudences (le Benin, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, Madagascar, la République Démocratique du Congo, la République du Cogo, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Tunisie)
Les Etats qui ont pris le plus de jurisprudences sont l'Algérie et le Kenya.

2. La région Amérique du Nord (Haïti et Etats-Unis d'Amérique) :

La région compte 2 jurisprudences.

Dans cette région, 1 Etat n'a pas pris de jurisprudence (Haïti).

L'Etat qui a le plus pris de jurisprudence est les Etats-Unis d'Amérique.

3. La région Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela) :

La région compte 15 jurisprudences.

Dans cette région, 3 Etats n'ont pas pris de jurisprudences (le Costa-Rica, l'Uruguay et le Venezuela).

L'Etat qui a adopté le plus de jurisprudences est le Mexique.

4. La région Asie (Pakistan, Philippines et Singapour) :

La région compte 1 jurisprudence.

Dans cette région, 2 Etats n'ont pas pris de jurisprudence (le Pakistan et Singapour).

L'Etat qui a pris le plus de jurisprudence est les Philippines.

5. La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse) :

La région compte 4 jurisprudences.

Dans cette région, 5 Etats n'ont pas pris de jurisprudences (l'Angleterre, l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal).

L'Etat qui a adopté le plus de jurisprudence est la Suisse.

COMMENTAIRES GENERAUX SUR LES DEBATS PUBLICS DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION

Les thèmes les plus abordés de manière générale sont les problèmes liés au système éducatif, les problèmes liés aux programmes scolaires, des discussions générales et des discussions spécifiques. Enfin, certaines actions dans ce domaine ont été relevées.

Les pays qui ont le plus abordé de thèmes sont la Suisse, la France, l'Algérie et Brésil.

Les discussions sur les problèmes liés au système éducatif regroupent le manque de financements, la qualité des services, le défaut d'équipements scientifiques, le comportement ou formation des enseignants (grève, défaut de formation pour encadrer les enfants qui ont des besoins spécifiques), l'accès à l'école, la gratuité et financement des études (bourses, coût, taxes écoles privées) et la situation spéciale pour les étudiants doctorants et les étudiants salariés à temps partiel.

Les discussions sur les programmes scolaires regroupent leur contenu (langues, technologie, esprit business), l'éducation inclusive et duale et les activités sportives fournies et repas équilibrés.

Les discussions générales regroupent l'action du Gouvernement (réformes, projets de lois) et le programme de réhabilitation de certaines écoles contestées (cette dernière pour un Etat spécifiquement).

Les discussions spécifiques incluent les débats autour de la corruption, les enfants qui quittent prématurément l'école et l'ouverture de centre consacré à la formation d'imam et consacré aux études de l'Islam (cette dernière pour un Etat spécifiquement).

Les actions réalisées incluent une conférence sur les Objectifs de Développement Durable, une réunion internationale et un forum sur l'éducation.

Les thèmes abordés par région géographique sont variés.

La région Afrique (Algérie, Bénin, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, RDC, Madagascar, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie) a dans ses débats publics, des discussions sur les problèmes liés au système éducatif [manque de financements, qualité des services, défaut d'équipements scientifiques, comportement ou formation des enseignants (grève, défaut de formation pour encadrer les enfants qui ont des besoins spécifiques et gratuité et financement des études (bourses, coût)]. Les contenus des programmes scolaires (langues, technologie, esprit business, accent mis sur l'apprentissage et les formations plus centrées sur le monde du travail et leurs besoins) sont aussi en discussion. Les discussions générales incluent les actions du Gouvernement (réformes, projets de lois) et le programme de réhabilitation de certaines écoles cette dernière pour un Etat spécifiquement).

La région Amérique Latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Equateur, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela) a dans ses débats publics des discussions sur les problèmes liés au système éducatif [manque de financements, qualité des services, accueil des enfants de la petite enfance, comportement ou formation des enseignants (grève, défaut de formation pour encadrer les enfants qui ont des besoins spécifiques, l'accès à l'école et la gratuité et financement des études (bourses, coût, taxes pour écoles privées)]. Les contenus des programmes scolaires (langues, technologie, esprit business), l'éducation inclusive et duale et le départ prématuré des enfants du système

scolaire sont aussi abordés. Enfin, les actions du Gouvernement (réformes, projets de lois) et des débats sur la corruption sont à relever.

La région Amérique du Nord (Haïti) compte un débat public sur la réformation du système éducatif.

La région Asie (Pakistan, Philippines, Singapour) a eu des discussions quant aux enfants qui quittent prématurément l'école et le contenu des programmes scolaires et quant aux activités sportives fournies et repas équilibrés à l'école. La gratuité des écoles fut aussi abordée.

La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal, Suisse) a eu des débats publics autour des problèmes liés au système éducatif (manque de financements, qualité des services, défaut d'équipements scientifiques, comportement ou formation des enseignants (grève, défaut de formation pour encadrer les enfants qui ont des besoins spécifiques, financement des études (bourses, coût, taxes écoles privées) et situation spéciale pour les étudiants doctorants et les étudiants salariés à temps partiel). Le contenu des programmes scolaires (langue d'enseignement) et l'éducation inclusive et duale furent aussi discutés, comme les actions du Gouvernement (réformes, projets de lois) et l'ouverture d'un centre destiné à la formation d'imam et consacré aux études de l'Islam (cette dernière pour un Etat spécifiquement).

SANTE

CLASSEMENT DES LEGISLATIONS EN FONCTION DE LEUR CONTENU

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
Algérie	-	-	Loi 16-01
Argentine	-	Ley 27.333 Ley 27.305 Ley 27.285 Ley 27.283 Ley 27.279 Ley 27.231	-
Belgique	-	Loi n°2016024135 Loi n° 2016024298 Loi n° 2016024159	-
Bénin	-	-	-
Bolivia		Ley de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria La ley 873	
Brazil		Law n° 13.301 Law n° 13.362 Law n° 13.410 Law n° 13.276 Law n° 13.356 Law n° 13.398	
Burkina-Faso	Loi n°001-2016/AN La loi n°024-2016/AN	-	-
Burundi	-	Loi n°1/06 Loi n°1/13	
Cameroun	-	Loi n° 2016/007	
Chile	-	Ley 20850	
Colombia	-	Ley 1773 Ley 1797 Ley 1805	
Costa Rica		Contrato de préstamo n° 8593-CR Convenio de Minamata	
Côte d'Ivoire		Loi portant régime de Biosécurité	Loi n°2016-886
Ecuador	-	Ley orgánica que regula a las compañías que financien servicios de atención integral de salud pre pagada y a las de seguros que oferten cobertura de seguros de asistencia médica	-

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
England	Law on Innovation in Access to Medical Care	The Act on Psychoactive Substances The Medical Care for Children Act	-
España	-	La Real Decreto-Ley 7/2016 Normas por las Comunidades Autónomas	-
France	Loi n°2016-41	Loi n°2016-87	-
Guatemala	-	Decreto n° 030-2016	-
Haïti	-	-	-
Ireland	The Social Welfare Act	Amendments to previous Acts	
Italy	-	Law n°236 Law n° 167	-
Kenya	"The Marsabit County Health Services Act" n°7 of 2016	"The health records and information managers act" n° 15	-
Madagascar	-	Loi portant sur les finances pour 2017 (Loi n° 2016 – 032)	-
México	-	Adicionó diversas disposiciones al Reglamento de la Ley General de Salud Reformó y adicionó los artículos 61 y 64 de la LGS	-
Pakistan	Law for the Reconstitution and Reorganization of the Health System of Pakistan	Law which sets into effect the Financial Proposals of the Federal Government	-
Panama	-	Ley 60 Ley 57 Ley 17	-
Perú	-	Ley que establece medidas para fortalecer la autoridad de salud de nivel nacional, con el fin de garantizar la prevención, control de riesgos y enfermedades de la población Ley que regula la obtención, procesamiento, almacenamiento, transfusión y suministro de sangre humana, sus componentes y derivados, y promueve la donación voluntaria de sangre	-

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
Philippines	-	The Republic Act n°10767 The Republic Act n°10918 The Republic Act n°10918	-
Portugal	-	Law n° 3 Law n° 25/	-
République démocratique du Congo	-	-	-
République du Congo	-	-	-
Rwanda	La loi n° 21/05/2016	Loi n°003/2016 Loi n° 18/2016 Loi n°41/2016 Loi n°48/2015	-
Sénégal	-	-	-
Singapore	-	“Tobacco (Control of Advertisements and Sale) (Amendment) Act 2016” The “Pharmacists registration Act (Amendment of Schedule) order 2016	-
Suisse		Loi fédérale sur l’enregistrement des maladies oncologiques Loi fédérale sur les produits thérapeutiques Amendements à la loi fédérale sur les assurances	
Tanzania		The Government Chemist Laboratory Authority Act n° 11 The Chemist Professionals Act n° 12 The Occupational Health and Safety Regulation (notifying occupational diseases, injuries and dangerous events) n° 280 Creation of the Tanzania Commission for regulation of AIDS	
Tchad	-	-	-
Togo	-	-	-
Tunisie	-	-	-
United States of America	-	The Children’s Health Insurance Program	-
Uruguay	-	-	-

Nom du pays	Loi qualifiée de générale	Loi qualifiée de spéciale	Loi constitutionnelle
Venezuela		El acuerdo n° 206 ° -157 Ley n° 40.822 Ley especial n° 205 -156 Decreto n° 2.553 Decreto n° 2554	-

COMMENTAIRES SUR LE SUIVI DES LEGISLATIONS NATIONALES

Les législations ont été classées selon leur contenu.

Une législation qui posait comme principe général la protection de la santé a été rangée dans la catégorie "législation qualifiée de générale".

Une législation qui traitait des moyens d'application mis en œuvre pour protéger le droit à la santé a été rangée dans la catégorie "législation qualifiée de spéciale".

Une législation qui modifiait la Constitution d'un Etat a été mise dans la dernière catégorie "législation constitutionnelle".

Les normes pour les communautés autonomes de l'Etat de l'Espagne et les amendements aux lois déjà adoptées pour l'Etat de l'Irlande n'ont pas été incluses dans le classement en raison de l'incertitude quant à leur nombre exact.

Les amendements aux lois de l'Etat de Singapour « "Tobacco (Control of Advertisements and Sale) (Amendment) Act 2016" » et « The "Pharmacists registration Act (Amendment of Schedule) order 2016" » et les amendements à la loi de l'Etat de la Suisse « loi fédérale sur les assurances » ont été incluses dans le classement et comptée pour une loi (les amendements sont inclus dans une loi spécifique).

Suite aux tableaux réalisés pour les législations et la méthodologie de classification, les résultats montrent :

- Un total de 80 législations (générales, spéciales et constitutionnelles)
- Un total de 8 législations qualifiées de générales
- Un total de 70 législations qualifiées de spéciales
- Un total de 2 législations constitutionnelles

9 Etats n'ont pas pris de législations dans le domaine de la santé : le Benin, Haïti, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie et l'Uruguay.

Les Etats de l'Argentine et du Brésil sont les Etats qui ont adopté le plu de législations dans le domaine de la santé en 2016.

Si les Etats sont regroupés par région géographique, il convient de noter que :

1. La région Afrique (Algérie, Benin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Kenya, Madagascar, République Démocratique du Congo, République du Cogo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie)

La région compte 21 législations (générales, spéciales et constitutionnelles).

Dans cette région, 7 Etats n'ont pas adopté de législations (le Benin, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Sénégal, le Tchad, le Togo et la Tunisie).

Les Etats qui ont adopté le plus de législations sont la Tanzanie et le Rwanda.

2. La région Amérique du Nord (Haïti et Etats-Unis d'Amérique) :

La région compte 1 législation (spéciale).

Dans cette région, 1 Etat n'a pas adopté de législation (Haïti).

Les Etats-Unis d'Amérique est l'Etat qui a adopté le plus de législations.

3. La région Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela) :

La région compte 34 législations (générales et spéciales).

Dans cette région, 1 Etat n'a pas adopté de législations (l'Uruguay).

Les Etats qui ont adopté le plus de législations sont l'Argentine et le Brésil.

4. La région Asie (Pakistan, Philippines et Singapour) :

La région compte 7 législations (générales et spéciales).

Dans cette région, tous les Etats ont adopté une législation dans le domaine de l'éducation en 2016.

L'Etat qui a adopté le plus de législations est les Philippines.

5. La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse) :

La région compte 17 législations (générales et spéciales).

Dans cette région, tous les Etats ont adopté une législation dans le domaine de l'éducation en 2016.

Les Etats qui ont adopté le plus de législations sont la Belgique, l'Angleterre et la Suisse.

CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX EN FONCTION DE LEUR CONTENU

Nom du pays	Politique publique/plan national qualifié(e) de général(e)	Politique publique/plan national qualifié(e) de spécial(e)
Algérie	-	
Argentina	"Plan Universal de Salud"	
Belgique	-	-
Bénin	Plan d'action du gouvernement de la République du Bénin pour la période 2016-2021	-
Bolivia	-	-
Brazil	-	-
Burkina-Faso	Plan National de Développement Economique et Social	Décision du Conseil des ministres du 02 avril 2016 portant gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans Des activités entrant dans le cadre de "L'Agenda pour la sécurité sanitaire mondiale" ou Global Health Security Agenda
Burundi	Politique Nationale la Santé (PNS) 2016-2025	
Cameroun	Stratégie sectorielle de santé 2016-2027	Réformes hospitalières
Chile	-	-
Colombia	Política pública de Atención Integral en Salud (PAIS)	-
Costa Rica	-	Reforma Reglamento del Seguro de Salud de la Caja Costarricense de Seguro
Côte-d'Ivoire	Politique Nationale de Développement Sanitaire (2016-2020) Plan de suivi-évaluation du PNDS 2016-2020 Politique d'amélioration de la qualité des soins et services de santé	Politique de gratuité des soins de santé pour les enfants et les mères Politique d'actualisation de la Carte sanitaire de la Côte d'Ivoire Politiques publiques : recensement des établissements de soins publics, privés et de ceux qui exercent la médecine traditionnelle de Côte d'Ivoire
England	-	-
Equateur	-	-

Nom du pays	Politique publique/plan national qualifié(e) de général(e)	Politique publique/plan national qualifié(e) de spécial(e)
España	-	-
France	Stratégie santé Outre-Mer	
Guatemala	-	-
Haïti	Mesures visant à garantir le droit à la santé de la population sur une période avancée comme contre certaines épidémies	Politique nationale des laboratoires Plan d'élimination de choléra
Ireland	-	-
Italy	-	-
Kenya	-	-
Madagascar	-	-
México	-	-
Pakistan	-	-
Panama	-	-
Perú	-	-
Philippines	-	-
Portugal	-	-
République démocratique du Congo	Plan National de Développement Sanitaire 2016-2020	-
République du Congo	-	-
Rwanda	-	-
Sénégal	-	-
Singapore	-	The pluriannual Diabetes Action Plan
Suisse	-	-
Tanzania	-	-
Tchad	Politique Nationale de Santé PNS 2016-2030	Plan Stratégique de Direction Générale de la Pharmacie 2016 - 2020
Togo		Plan national de suivi et évaluation du SIDA/VIH Projet de plan national de développement sanitaire
Tunisie	-	-
United States of America	-	-
Uruguay	-	-
Venezuela	-	-

COMMENTAIRES DU CLASSEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES/PLANS NATIONAUX

Les politiques publiques/plans nationaux ont été classées selon leur contenu.

Un(e) politique publique/plan national dont l'objectif général posait la protection de la santé a été rangée dans la catégorie "politique publique qualifiée de générale".

Un(e) politique publique/plan national qui traitait des moyens d'application mis en œuvre pour protéger des aspects spécifiques du droit à la santé a été rangée dans la catégorie "politique publique qualifiée de spéciale".

Suite aux tableaux réalisés pour les politiques publiques/plans nationaux et la méthodologie de classification, les résultats montrent selon nos recherches :

- Un total de 26 politiques publiques/plans nationaux (générales/généraux et spéciales/spéciaux)
- Un total de 13 politiques publiques/plans nationaux qualifié(e)s de générales/spéciaux
- Un total de 13 politiques publiques/plans nationaux qualifiées de spéciales/spéciaux

26 Etats n'ont pas pris de politiques publiques/plans nationaux dans le domaine de la santé : l'Algérie, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Angleterre, l'Espagne, le Guatemala, l'Irlande, l'Italie, Madagascar, le Mexique, le Pakistan, le Panama, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Suisse, la Tanzanie, la Tunisie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Uruguay et le Venezuela.

L'Etat de la Côte-d'Ivoire est l'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux dans le domaine de la santé en 2016.

Si les Etats sont regroupés par région géographique, il convient de noter que :

1. La région Afrique (Algérie, Benin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Kenya, Madagascar, République Démocratique du Congo, République du Cogo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie)

La région compte 18 politiques publiques/plans nationaux (générales/généraux et spéciales/spéciaux).

Dans cette région, 7 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (l'Algérie, le Kenya, Madagascar, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie).

L'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux est la Côte-d'Ivoire.

2. La région Amérique du Nord (Haïti et Etats-Unis d'Amérique) :

La région compte 3 politiques publiques/plans nationaux (générales/généraux et spéciales/spéciaux).

Dans cette région, 1 Etat n'a pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (les Etats-Unis d'Amérique).

L'Etat qui a le plus adopté de politiques publiques/plans nationaux est Haïti.

3. La région Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela) :

La région compte 3 politiques publiques/plans nationaux (générales/généraux et spéciales/spéciaux).

Dans cette région, 10 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela).

Les Etats qui ont adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux sont l'Argentine, la Colombie et le Costa-Rica.

4. La région Asie (Pakistan, Philippines et Singapour) :

La région compte 1 politique publique.

Dans cette région, 2 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (le Pakistan et les Philippines).

L'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques/plans nationaux est Singapour.

5. La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse) :

La région compte 1 politique publique.

Dans cette région, 7 Etats n'ont pas adopté de politiques publiques/plans nationaux (la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et la Suisse).

L'Etat qui a adopté le plus de politiques publiques est la France.

JURISPRUDENCES NATIONALES

Algérie : Décision n°01/16 du Conseil Constitutionnel
Argentine : Sentencias en casos en los que se exigían prestaciones médicas a obras sociales que no estaban en el plan médico obligatorio y que, a criterio del Tribunal Supremo, los fallos resultaban arbitrarios ya que hacían referencia a normas superiores (por ejemplo, a Tratados Internacionales de Derechos Humanos)
Belgique : Jugement P.16.0862.N du 3 août de 2016
Benin : -
Bolivie : -
Brésil : Case law of the Supreme Federal Court of May 2016
Burkina-Faso : -
Burundi : -
Cameroun : -
Chile : Rol n° 37964-2015 / Rol n° 36.516-2015
Colombie : Sentencia T-718/16 / Sentencia T-362/16
Costa-Rica : Sentencia 00807
Côte-d'Ivoire : -
Equateur : Sentencia del 1 de diciembre 2016 del Corte Constitutional
Angleterre : The "National Aids Trust -v- NHS England"
Espagne : -
France : Décision du Conseil Constitutionnel du 21 Janvier 2016
Guatemala : -
Haïti : -
Irlande : The case is "Barry (A Minor) -v- National Maternity Hospital"
Italie : Cassazione III civile, November the 8th 2016, n° 22606
Kenya : The petition (case) 329 of 2014
Madagascar : -
Mexique : Sentencia [TA]; 10a. Época; 1a. Sala; Gaceta S.J.F.; Libro 36, noviembre de 2016; Tomo II; Pág. 895. 1a. CCLXVII/2016 (10a.) / Sentencia [TA]; 10a. Época; T.C.C.; Gaceta S.J.F.; Libro 34, Septiembre de 2016; Tomo IV ; Pág. 2656. I.8o.A.2 CS (10a.) / Sentencia [J] ; 10a. Época; T.C.C.; Gaceta S.J.F.; Libro 32, Julio de 2016; Tomo III ; Pág. 1802. I.7o.A. J/7 (10a.)
Pakistan : -
Panama : Corte Suprema con fecha de 27 de octubre de 2016
Pérou : Expediente N° 03228-2012-PA/TC
Philippines : -
Portugal : Decision n° 55/2016, part of the proceeding n°662/15
RDC : -
Republique du Congo : -
Rwanda : -
Senegal : -
Singapour : Case "Hii Chii Kok v Ooi Peng Jin London Lucien and another" ([2016] SGHC 21) of 3rd, October 2016
Suisse : ATF 142 V 249 / ATF 142 II 425 / ATF 142 I 195 / ATF 142 V 316
Tanzanie : -
Tchad : -
Togo : -
Tunisie : -
Etats-Unis d'Amerique : Case "Yubik v. Burwell" (5-16-2016 14-1418) / Case "Whole Womans' Health v. Hellerstedt" (6-27-2016 15-274)
Uruguay : Sentencia de la Suprema Corte de Justicia (SCJ)

Venezuela : Sentencia de la Sala Constitucional del Tribunal Supremo de Justicia de 2016

COMMENTAIRES SUR LE SUIVI DES JURISPRUDENCES NATIONALES

Les résultats montrent selon nos recherches :

- Un total de 31 jurisprudences

20 Etats n'ont pas pris de jurisprudence dans le domaine de la santé : le Bénin, la Bolivie, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, l'Espagne, le Guatemala, Haïti, Madagascar, le Pakistan, les Philippines, la RDC, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Tunisie.

L'Etat de la Suisse est l'Etat qui a pris le plus de jurisprudence dans le domaine de la santé en 2016.

Si les Etats sont regroupés par région géographique, il convient de noter que :

1. La région Afrique (Algérie, Benin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Kenya, Madagascar, République Démocratique du Congo, République du Cogo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo et Tunisie)

La région compte 2 jurisprudences.

Dans cette région, 14 Etats n'ont pas pris de jurisprudences (le Benin, le Burkina-Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, Madagascar, la République Démocratique du Congo, la République du Cogo, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Tunisie)
Les Etats qui ont pris le plus de jurisprudences sont l'Algérie et le Kenya.

2. La région Amérique du Nord (Haïti et Etats-Unis d'Amérique) :

La région compte 2 jurisprudences.

Dans cette région, 1 Etat n'a pas pris de jurisprudence (Haïti).

L'Etat qui a le plus pris de jurisprudence est les Etats-Unis d'Amérique.

3. La région Amérique du Sud (l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela) :

La région compte 16 jurisprudences.

Dans cette région, 2 Etats n'ont pas pris de jurisprudences (la Bolivie et le Guatemala).

L'Etat qui a pris le plus de jurisprudences est le Mexique.

4. La région Asie (Pakistan, Philippines et Singapour) :

La région compte 1 jurisprudence.

Dans cette région, 2 Etats n'ont pas pris de jurisprudence (le Pakistan et les Philippines).

L'Etat qui a pris le plus de politiques publiques est Singapour.

5. La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal et Suisse) :

La région compte 10 jurisprudences.

Dans cette région, 1 Etat n'a pas pris de jurisprudence (l'Espagne).

L'Etat qui a pris le plus de législations est la Suisse.

COMMENTAIRES GENERAUX SUR LES DEBATS PUBLICS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

Thèmes les plus abordés

Les thèmes les plus abordés sont les problèmes liés au système de santé (l'accès aux soins, la qualité des soins, le prix des médicaments, la vaccination, l'encadrement de la médecine traditionnelle, la planification familiale et la sécurité). Des discussions sur l'action du Gouvernement (réformes, projets de lois) et sur des thèmes spécifiques (violences obstétricales, droits à la santé des personnes atteintes de VIH/ personnes migrantes / femmes issues de minorités, la santé des animaux, la question de la Procréation Médicalement Assistée et la question de la Gestation Pour Autrui, l'encadrement des consommations d'alcool, le tabac, les drogues et la question de l'euthanasie) ont eu lieu. Des actions liées à des virus ou crise humanitaire (action contre la grippe, action contre le virus Zika, action contre la poliomyélite et aide humanitaire au Venezuela) sont aussi à relever.

Les actions réalisées ont été organisés sous la forme de Forum, séminaire, d'atelier, de sensibilisation, de conférences et un concours sectoriel de l'Etat a eu lieu (ce dernier dans un Etat de cette région spécifiquement).

Le pays qui a abordé le plus de thèmes est le Cameroun.

Les thèmes abordés par région sont variés.

La région Afrique (Algérie, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Kenya, RDC, République du Congo, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Togo) a discuté des problèmes liés au système de santé (accès aux soins, qualité des soins, encadrement de la médecine traditionnelle, planification familiale et sécurité). Des discussions sur l'action du Gouvernement (réformes, projets de lois) et l'encadrement des consommations d'alcool, tabacs, drogues ont aussi eu lieu. Des actions liées à des propagations de virus (action contre la grippe et action contre la poliomyélite) ont été menées.

La région Amérique Latine (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Equateur, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Vénézuéla) compte des débats publics concernant les problèmes liés au système de santé (l'accès aux soins, la qualité des soins et le prix des médicaments), sur des thèmes spécifiques (violences obstétricales et droits des personnes atteintes de VIH/ personnes migrantes / femmes issues de minorités) et sur l'action du Gouvernement (réformes, projets de lois), particulièrement sur l'encadrement des consommations d'alcool, tabacs, drogues et sur la question de l'euthanasie. Une action liée à une crise humanitaire au Venezuela est à relever.

La région Amérique du Nord (Etats-Unis d'Amérique, Haïti) a eu des débats publics pour les problèmes liés au système de santé (accès aux soins) et une action contre le virus Zika est à relever.

La région Asie (Pakistan, Philippines, Singapour) a eu des discussions sur l'action du Gouvernement (réformes, projets de lois) et l'encadrement des consommations d'alcool, tabacs et drogues. Une action contre le virus Zika est à relever.

La région Europe (Belgique, Angleterre, Espagne, France, Irlande, Italie, Portugal, Suisse) fait état de problèmes liés au système de santé (accès aux soins et vaccination). Des

discussions sur des thèmes spécifiques du droits à la santé des personnes migrantes, des questions de la Procréation Médicalement Assistée et Gestation Pour Autrui, l'encadrement des consommations d'alcool, tabacs, drogues et la question de l'euthanasie ont été abordées.